

Rapport de résultats 5 ans de l'Alliance Sahel



Préface	p.04
Introduction	p.04
Le paradoxe du Sahel	p.05
L'Alliance Sahel en bref	p.08
Les zones fragiles au centre des priorités	p.12
Analyse des résultats sur 5 ans: quels impacts?	p.15
État des lieux	p.15
Évolution du portefeuille sur les 5 ans	p.16
Un engagement de redevabilité	p.16
Méthodologie de l'agrégation des résultats projets	p.17
Principaux résultats des indicateurs projets de l'AS à 5 ans	p.18
Analyse des résultats par secteur	p.19
Conclusion et perspectives	p.50

Préface

Chers lecteurs,
Chers membres et partenaires,

Des partenariats solides mènent à des résultats concrets et significatifs. Et ils ont le pouvoir de transformer positivement la vie des personnes. Tel est le message de ce rapport.

Depuis sa création en 2017, l'Alliance Sahel a été et demeure le réseau international d'acteurs de la coopération au développement au Sahel le plus vaste et le plus solide. Les membres de l'Alliance ont travaillé conjointement et en étroite collaboration avec leurs partenaires dans la région. Ensemble, ils s'engagent à garantir à la population sahélienne la sécurité, des moyens de subsistance durables et de meilleures perspectives d'avenir.

En tant que Présidente en exercice de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel, je trouve rassurant de constater que l'approche conjointe de notre Alliance a un impact significatif sur la vie des populations de la région du Sahel. Par exemple, nous avons amélioré l'accès à l'eau potable pour plus de 8 millions de personnes. Plus de 1,5 million de personnes ont participé à nos initiatives de formations techniques et professionnelles ainsi qu'à nos programmes de développement des compétences. Ces personnes sont désormais mieux préparées pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Plus de 2,3 millions de personnes bénéficient également désormais d'un meilleur accès à l'énergie, une ressource essentielle pour éclairer leurs maisons, irriguer leurs champs et faire fonctionner leurs machines.

Je pense que ces résultats sont porteurs d'espoir. Ils montrent que notre engagement, votre engagement en tant que membres de l'Alliance, produit une réelle différence pour les populations de la région du Sahel – malgré des circonstances difficiles et une situation politique délicate.

Introduction


La situation au Sahel s'est détériorée au cours des dernières années en raison d'une série de coups d'État et de transitions politiques complexes, d'une accélération des conflits violents et d'une fragilité croissante des États. Les économies en difficulté ont été encore plus touchées par les retombées de diverses crises mondiales et régionales, ainsi que par les conséquences du changement climatique. En raison de l'accumulation de ces chocs, la vulnérabilité, les déplacements de populations et l'insécurité alimentaire se sont considérablement accrus, tout en compromettant le contrat social.

Remédier aux causes et aux conséquences des crises au Sahel a occupé une place prépondérante dans nos efforts, en partageant les innovations et en mobilisant des financements plus importants pour les priorités clés. Ce rapport met en lumière les résultats obtenus au cours de la période

Je suis convaincue que l'Alliance Sahel est et restera la plateforme internationale la plus importante pour encourager le développement durable, la paix et la stabilité au Sahel. Pour remplir ce rôle, nous devons être à l'écoute de nos partenaires dans la région. Nous devons discuter de la manière dont nous pouvons mieux répondre aux besoins des populations du Sahel. Nous devons également trouver des moyens appropriés pour renforcer qualitativement et quantitativement l'Alliance Sahel en tant qu'organisation.

Je suis ravie de poursuivre une année de plus en tant que Présidente de l'Alliance Sahel. Lors de mes visites dans la région, il est apparu très clairement que les priorités de l'Alliance Sahel pendant ma présidence – éducation, sécurité sociale/résilience et services de base/décentralisation – restent cruciales.

Je reste engagée auprès du Sahel et je vous encourage – en tant que membres de l'Alliance Sahel – à faire de même. Je vous remercie pour le dévouement avec lequel vous travaillez.



Svenja Schulze
*Ministre fédérale allemande
de la coopération économique
et du développement*



2017-2022, offrant une analyse précieuse en termes de couverture, d'alignement sur les priorités par pays et de progrès accomplis au cours de la période.

Nous devons continuer à innover, à développer collectivement ce qui a fonctionné et, avec les populations du Sahel, poursuivre un dialogue politique solide et concerté sur les réformes essentielles afin de trouver des solutions durables aux enjeux du développement au Sahel. Je suis convaincue que l'Alliance Sahel, en tant que plateforme d'engagement, continuera à jouer un rôle déterminant dans la concrétisation de cette ambition en favorisant le dialogue et la coordination au niveau régional.

Ousmane Diagana
*Vice-président de la Banque mondiale
pour l'Afrique de l'Ouest
et l'Afrique centrale*



Le paradoxe du Sahel

Le Sahel présente un paradoxe frappant entre **ses multiples potentiels** et les difficultés auxquelles font face les populations. La région dispose notamment d'importantes **ressources naturelles** comme le pétrole, le gaz naturel, l'or, les phosphates, les minerais... Elle abrite certains des plus grands aquifères du continent, ainsi que des eaux de surface comme le lac Tchad et le fleuve Niger. Ces ressources offrent **des opportunités considérables** pour la diversification économique et le développement des moyens de subsistance. En outre, le Sahel bénéficie d'un **potentiel énorme en énergies renouvelables**, notamment solaire. La région peut également compter sur le dynamisme d'une **population particulièrement jeune** et héritière d'un **patrimoine culturel des plus riches**.

Pourtant, le Sahel reste l'une des régions les plus pauvres du monde, confrontée à des enjeux sécuritaires et à de fortes vulnérabilités économiques, sociales et environnementales. La situation de fragilité est particulièrement critique dans **les zones périphériques et transfrontalières**, où l'État est moins présent et les services sociaux de base, peu ou pas

assurés. **La pression sur les ressources naturelles** est source récurrente de conflits entre agriculteurs et éleveurs. Malgré une urbanisation rapide, **64 % de la population sahélienne est rurale** et dépend majoritairement des revenus de l'agriculture et de l'élevage¹.

« **Malgré ses ressources, le Sahel reste l'une des régions les plus pauvres du monde, confrontée à l'insécurité et à de fortes vulnérabilités économiques, sociales et environnementales.** »

La région est également exposée à des **aléas climatiques et environnementaux** caractérisés par l'irrégularité des pluies, la sécheresse ou des inondations récurrentes. En 2024, la situation alimentaire et nutritionnelle demeure plus que préoccupante : plus de 38 millions de personnes sont actuellement en insécurité

alimentaire et nutritionnelle aiguë dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest.² **La pandémie de COVID-19 et l'impact de la guerre en Ukraine** sur le marché mondial des céréales et des fertilisants ont exacerbé les fragilités économiques, sanitaires et nutritionnelles. Enfin, les économies sont souvent caractérisées par un marché de l'emploi largement informel, l'étroitesse des assiettes fiscales, une industrialisation peu développée, ainsi qu'un secteur agricole dominant peu tourné vers les activités de transformation.

¹ Source: Banque mondiale. Article: [Faire jaillir de l'eau pour contrer l'insécurité alimentaire et le changement climatique dans le Sahel](#)

² Sur une population de 401,1 millions de personnes. D'après les résultats consolidés de l'analyse du Cadre Harmonisé. Source: RPCA - www.cilss.int/wp-content/uploads/2024/03/Avis_PREGEC_Lome_Mars2024_FR.pdf



Une crise humanitaire sans précédent

Les cinq années que couvre ce rapport ont connu une **profonde dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire**. La zone transfrontalière du Sahel central, allant du Mali, au Burkina Faso et au Niger, est aujourd'hui devenue le deuxième principal foyer de violence en Afrique de l'Ouest après le Nigéria. Ces violences, aggravées par les fragilités structurelles de la région, ont fait basculer le Sahel dans une crise humanitaire sans précédent.

En 2024, 1 personne sur 5 dans le Sahel central aurait besoin d'aide humanitaire et de protection, soit 17 millions de personnes¹. Cette évolution du contexte a engendré des déplacements internes et des migrations entre les États et dans la région².

Le Sahel connaît une instabilité politique notamment marquée depuis 2020 par une succession de coups d'État. Les crises de gouvernance apparaissent comme le fruit d'un mécontentement profond et persistant envers des États qui peinent à surmonter d'innombrables défis.

Par ailleurs, des violences multiformes perpétrées par différents acteurs viennent aggraver la situation. Malgré les efforts des partenaires au développement pour contribuer à améliorer la situation au Sahel, le contexte de crise sécuritaire, politique, sanitaire et humanitaire a eu une incidence sur l'action des membres de l'Alliance. La COVID-19 puis les coups d'État ont engendré des suspensions partielles ou totales de la mise en œuvre de certains projets de

développement. Outre les difficultés d'approvisionnement en matériel et d'accès à certaines zones, la fermeture des frontières – suite aux sanctions de la CEDEAO, aujourd'hui levées – a également entravé les échanges et certains appuis techniques extérieurs.

Dans ce contexte, l'action sur le terrain a dû souvent être réorientée pour assurer la continuité du soutien aux populations. Le Sahel est l'une des régions où les institutions engagées dans le développement ont repoussé le plus leurs limites d'intervention en situation de crise.

En dépit de lourdes contraintes, les membres de l'Alliance ont renforcé leurs engagements au Sahel ces 5 dernières années, avec 1330 projets en cours d'exécution fin 2022 pour un montant total de plus de 26 milliards €.

L'espace de dialogue qu'est l'Alliance Sahel a été également utilisé par ses membres pour partager leurs positions, leurs évaluations de la situation et les solutions envisageables pour assurer la continuité des actions auprès des populations sahéliennes.

¹ Source : Déclaration des Principaux du comité permanent interorganisations (IASC)

² Selon les statistiques nationales et le UNHCR, au 31 mars 2024 dans le centre du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger), au Tchad et en Mauritanie, 5 387 541 personnes étaient réfugiées, demandeurs d'asile, réfugiés rapatriés, déplacés internes (PDI) et PDI rapatriés. Source: [Situation Crise au Sahel \(unhcr.org\)](#)



Repenser un nouveau consensus sahélien

Lan dernier, près de 34,5 millions¹ de Sahéliens ont eu besoin d'une aide humanitaire et le nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes n'a cessé d'augmenter. L'instabilité politique, les menaces à la sécurité, l'escalade des conflits au Moyen-Orient, les perturbations du commerce et de la production au niveau mondial et local, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques, ainsi que les conséquences d'une éventuelle sortie du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO ont montré des signes de progrès funestes pour la région du Sahel. Cependant, malgré ces nombreux défis, les populations sahéliennes sont restées résistantes et concentrées sur leur rêve d'une région stable et prospère.

Si l'interaction géopolitique a eu un impact sur le travail des acteurs du développement – y compris celui des Nations unies et des institutions régionales comme la CEDEAO, le G5 Sahel, la Force conjointe du G5, la Commission du bassin du lac Tchad, l'Autorité du Liptako Gourma, ainsi que d'autres initiatives telles que l'Alliance Sahel, la Coalition pour le Sahel, l'Initiative de la Grande Muraille verte et la Génération sans Limites –, **la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS²) a continué à prouver, plus que jamais, sa pertinence.**

Nous avons également enregistré des succès importants dans le domaine du renforcement de nos engagements et dialogues stratégiques entre les acteurs humanitaires, de développement, et la paix et sécurité, ce qui a donné lieu à des réalisations majeures, notamment le renforcement des engagements autour de la plateforme ONU-Société, en s'engageant simultanément dans la concertation programmatique sur des thématiques prioritaires identifiées au Sahel. Nous nous sommes également rapprochés d'autres Envoyés Spéciaux pour le Sahel, notamment du Canada, de l'UE, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis. Des visites clés dans les pays des donateurs avec divers Directeurs régionaux d'Agences de

l'ONU ont été organisées pour le plaidoyer et la mobilisation des partenariats élargis en faveur de la région du Sahel. Par ailleurs, les Nations unies au Sahel ont continué à renforcer leur stratégie de visibilité en assurant la production d'outils de communication et la diffusion des produits de connaissances basées sur des données, tout en optimisant leur présence médiatique pour atteindre un public plus large.

Quant à nos succès historiques dans le cadre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel, nous souhaitons en citer quelques-uns:

◇ L'initiative conjointe FAO³-OIM⁴ sur la transhumance et la prévention des conflits;

◇ La facilité de stabilisation dirigée par le PNUD⁵ dans le bassin du lac Tchad, et maintenant dans la région de Liptako-Gourma;

◇ Et l'initiative de résilience dirigée par le PAM⁶, qui permet aux communautés assistées de s'autonomiser de l'aide alimentaire, avec une probabilité de 80 %.

« Malgré ces nombreux défis, les populations sahéliennes sont restées résistantes et concentrées sur leur rêve d'une région stable et prospère. »

Ensemble, nous sommes plus forts. Il est contre-productif d'avoir des stratégies sahéliennes différentes. Nous avons besoin d'une vision collective. **Nous vous invitons tous à créer un nouveau mode opératoire et à renouveler l'esprit qui règne au sein de l'Alliance Sahel.** Repensons un nouveau consensus sahélien et créons un pacte pour travailler sur des bases communes. **L'Alliance doit inspirer tous les acteurs du développement, avec un nouveau paradigme pour la Paix et le Développement, aligné sur les réalités régionales et nationales, qui amplifiera tout le potentiel exploitable du Sahel.**

Notre voix commune est incontournable, car elle donnera un nouvel élan à notre collaboration régionale, suscitera une attention internationale impartiale et changera le discours sur le Sahel.

¹ Source: OCHA - reliefweb.int/report/burkina-faso/la-communaute-humanitaire-avertit-que-345-millions-de-personnes-ont-besoin-dune-assistance-humanitaire-alors-que-la-violence-hante-la-region-du-sahel

² United Nations Integrated Strategy for the Sahel

³ Food and Agriculture Organization of the United Nations / Organisation pour l'alimentation et l'agriculture

⁴ Organisation internationale pour les migrations

⁵ Programme des Nations unies pour le développement

⁶ Programme alimentaire mondial

Abdoulaye Mar Dieye
Coordonnateur spécial
du Secrétaire général des Nations unies
pour le développement au Sahel



L'Alliance Sahel en bref

Créée en 2017 en réponse aux défis multiples auxquels sont confrontées les populations de la région, l'Alliance Sahel est une plateforme de coordination de la coopération au développement au Sahel, qui fédère l'action de 27 partenaires internationaux.

Cette coordination est facilitée par un dialogue régulier sur des questions stratégiques, sectorielles et thématiques, permettant une compréhension commune des enjeux et des défis de la région, le partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'outils analytiques, ainsi que la définition de messages de politiques publiques conjoints.



Objectifs

Améliorer la coordination et la cohérence entre les principaux partenaires au développement du Sahel ;

Accroître l'efficacité et l'impact des projets financés afin d'améliorer durablement les conditions de vie des populations, en particulier les plus vulnérables.

Les membres de l'Alliance Sahel

L'Alliance Sahel est actuellement composée de 27 membres :

18 membres de plein exercice*



9 membres observateurs*



* Au 01/06/2024

Secteurs et thématiques prioritaires

Les membres de l'Alliance Sahel ont choisi de concentrer leurs efforts dans **5 secteurs prioritaires** d'intervention, en cohérence avec les priorités de développement des pays du Sahel :



Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural



Éducation, emploi et jeunesse



Gouvernance



Décentralisation et services de base



Énergie

Ces secteurs sont complétés par **3 thématiques transverses** à l'ensemble des interventions de l'Alliance Sahel :



Genre

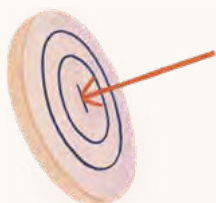


Climat



Promotion du Secteur privé

Les membres fondent leurs actions selon **quatre principes clés** :



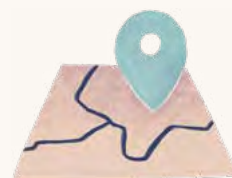
Un ciblage des interventions
sur 5 secteurs prioritaires



Une redevabilité réciproque entre les membres et les pays sahéliens sur des objectifs partagés



Des modes d'action innovants et flexibles, adaptés aux contraintes et spécificités du terrain



Un engagement renforcé dans **les zones les plus vulnérables et fragiles**



La gouvernance de l'Alliance Sahel repose sur 3 instances :

L'Assemblée Générale (AG)

Se réunit une fois par an et fixe les grandes orientations politiques et stratégiques de l'Alliance. Elle est chargée d'entretenir un dialogue renforcé et de haut niveau avec les autorités des pays du Sahel.

Le Comité de Pilotage Opérationnel (CPO)

Se réunit trois fois par an, pilote les priorités, les activités et l'agenda de l'Alliance au niveau opérationnel.

L'Unité de Coordination (UCA)

Assure le secrétariat général de l'Alliance et coordonne la mise en œuvre des décisions de l'AG et du CPO.

Pour faire vivre l'Alliance sur le terrain, un réseau de porte-paroles a été mis en place dans chacun des pays du Sahel, appuyé par des experts de liaison de l'UCA. Cette coordination opérationnelle s'inscrit dans chaque pays en complémentarité des cadres classiques de coordination des partenaires au développement existants.



Une dynamique partenariale qui s'adapte à l'évolution du contexte

Le dialogue et les partenariats avec les différents acteurs sahéliens est au cœur du travail de l'Alliance. Étroitement associés lors de l'élaboration du cadre conceptuel de l'Alliance, le G5 Sahel et son secrétariat exécutif ont été un partenaire privilégié de 2017 à 2022.



29.09.2017

En marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale, consultation des États du G5 Sahel sur la stratégie d'opérationnalisation de l'Alliance.

30.10.2018

Signature de l'accord de partenariat entre l'AS et le G5 Sahel pour renforcer la coordination des efforts conjoints et la cohérence.

06.12.2018

Mobilisation des membres de l'AS pour financer le Programme de développement d'urgence (PDU) du Programme d'investissement prioritaire (PIP) lors de la Conférence de Nouakchott.

10.07.2023

Signature du protocole de partenariat révisé liant l'Alliance Sahel et le G5 Sahel pour renforcer le dialogue autour du cadre stratégique et programmatique du G5 Sahel.

Collaborations techniques des membres de l'AS avec les autorités nationales et locales en charge des politiques de développement. L'Approche Territoriale Intégrée (ATI) promue par l'Alliance a contribué à forger des réponses multisectorielles dans les territoires identifiés comme prioritaires.

La décision du Mali de se retirer du G5 Sahel (2022), suivie par le Niger et le Burkina Faso (2023), la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) (2023) et l'annonce d'une sortie des 3 pays de la CEDEAO (2024) ont impacté cette dynamique.

Le Programme de développement d'urgence (PDU)

Le Programme de développement d'urgence a été conçu en 2018 pour répondre à une demande forte des pays membres du Sahel. Ce programme ciblait spécifiquement les régions fragiles frontalières, épicentres de la crise sahélienne.

Le PDU vise trois piliers :

- 1 Améliorer les conditions de vie des populations, à travers **un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement**;
- 2 Accroître **les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales**, en renforçant de manière durable et structurelle la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
- 3 Appuyer les communautés et institutions locales dans la **prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale**.

Après un premier financement de 266 millions €, les membres de l'Alliance ont porté leur engagement en 2022 à **552 millions €, soit une augmentation de 107 % par rapport à l'enveloppe initiale**.

Résultats à mi-2022 :

Plus de 1 300 000

personnes bénéficient d'un accès amélioré à l'eau potable

1 700 000

personnes ont pu développer leurs moyens de subsistance

900 000

personnes ont été sensibilisées à la prévention des conflits et à la cohésion sociale

Dans ce nouveau contexte, les membres de l'Alliance Sahel se sont ajustés en poursuivant, lorsque possible, les consultations et coopérations avec leurs partenaires sahéliens, à l'écoute des sensibilités et des priorités de développement de chaque pays.

Les zones fragiles, au centre des priorités

Les interventions dans les zones fragiles constituent l'une des priorités de l'Alliance Sahel. Ces régions, souvent frontalières, font face à de fortes vulnérabilités sécuritaires, humanitaires et climatiques. Éloignées des capitales, elles souffrent également souvent d'un manque de services publics.

L'Approche Territoriale Intégrée

Au cœur de cet engagement en faveur des zones fragiles, l'approche territoriale intégrée (ATI) vise à répondre dans plusieurs secteurs aux besoins les plus urgents des populations tout en traitant les causes profondes des crises dans les zones à risques. Elle permet de mieux coordonner les actions de développement au niveau local et de mutualiser les ressources et les modes d'actions des membres de l'Alliance Sahel intervenant dans ces zones.

En 2020, dix zones prioritaires ont été identifiées par les membres, en collaboration avec les autorités de chaque pays. Pour chaque zone, des membres de l'AS se sont portés volontaires afin de coordonner les activités.

Pour soutenir la mise en œuvre de l'ATI, un système d'information géographique a été développé, appelé base de données ATI (BD ATI). Celui-ci permet de centraliser et de croiser :

- ◇ Des données contextuelles, permettant d'analyser les besoins sur le terrain;
- ◇ Des données relatives aux activités financées par les membres.



Exemple de la Mauritanie et du Tchad

L'ATI a notamment permis d'accompagner l'opérationnalisation de la stratégie de croissance régionale¹ pour la zone prioritaire du Hodh Ech Charqui en Mauritanie et de renforcer le dialogue avec les collectivités locales au Tchad dans les zones prioritaires du Kanem et du Barh-el-Ghazel.

Au Sahel central, la dégradation continue du contexte sécuritaire a fortement contraint la mise en œuvre d'actions concertées sur les zones initialement identifiées. Au Mali et au Burkina Faso notamment, l'impossibilité d'accéder aux territoires concernés a conduit à réorienter les interventions envisagées respectivement vers l'Arc Sud et dans les villes secondaires.



La majorité des tchadiens ont compris les bienfaits de la paix

ATI au Tchad

¹ Stratégie de croissance régionale accélérée et de prospérité partagée (SCRAPP)

ATI en Mauritanie



Je suis déterminée à continuer dans la même voie pour plaider à une coexistence pacifique durable.

La Fondation Facilité Sahel

La « Facilité Sahel », créée en 2021, est un fonds fiduciaire pour financer des projets communautaires dans les pays du Sahel et soutenir l'ATI. Elle est financée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la banque de développement allemande KfW. Depuis décembre 2022, l'Agence française de développement (AFD) apporte un soutien financier à ce

mécanisme et a rejoint son Conseil Stratégique. Les financements sont destinés à des ONG nationales et internationales qui s'efforcent de renforcer les capacités des communautés locales dans la région du Sahel et de promouvoir la paix, la cohésion sociale et la prospérité.

<https://facilite-g5sahel.org/>

En décembre 2023, des projets d'un montant total de **35 000 000 €** ont démarré dans les cinq pays.

La mise en place d'outils de diagnostic et d'analyse communs

L'Alliance Sahel favorise le partage des analyses et des données afin d'améliorer la compréhension commune des enjeux et contribuer à la formulation de réponses efficaces.

◆ Le Risk and Resilience Assessment (RRA)

Cette étude¹ avait pour objectif d'identifier les zones, notamment frontalières, confrontées à des conflits ou risques de conflits violents, d'obtenir une vision partagée des facteurs de vulnérabilité et d'élaborer une stratégie de prévention et de réponse.

Elle a mis en évidence l'importance de développer des programmes axés sur la prévention des conflits et a influencé le montage de plusieurs projets. La méthodologie de l'ATI et la sélection des zones prioritaires reposent sur cette recherche.

L'exercice a bénéficié d'un fort soutien du G5 Sahel, des États du Sahel et des partenaires.

◆ La Plateforme d'analyse, de suivi et d'apprentissage au Sahel (PASAS)

C'est un outil de production, de capitalisation et de diffusion de connaissances développé par l'AFD² en réponse à une demande des pays du Sahel. Cette plateforme s'inscrit dans la dynamique impulsée par le RRA. Elle vise à éclairer les décisions stratégiques et opérationnelles des acteurs de développement locaux et internationaux présents au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad. La PASAS réalise des analyses de contexte, des diagnostics territoriaux, des veilles contextuelles ou des études thématiques pour alimenter les réflexions opérationnelles. Plus de 300 ressources sont disponibles en ligne : pasas-minka.fr.

¹ Étude réalisée en 2019/2020 sous l'égide de l'Alliance Sahel et menée par la Banque mondiale, avec la contribution notamment de l'AFD, de l'Allemagne et du PNUD.

² Bénéficiant d'un financement du Fonds français Paix et Résilience Minka de 5 millions €, le projet a commencé à opérer en 2020. En 2022, un financement additionnel a été apporté par le FCDO.



L'approche territoriale intégrée au Burkina Faso: le soutien multiforme de l'Union européenne

Dans la logique de l'approche territoriale intégrée (ATI), l'action de l'Union européenne s'est tout d'abord focalisée sur des zones d'urgence et de stabilisation le long de l'axe OKD Ouaga-Kaya-Dori-Djibo, en zone « rouge » de conflit (2021), pour se développer par la suite (2023) sur le « triangle » OBDK Ouagadougou-Bobo Dioulasso-Dédougou-Koudougou, avec une logique de prévention de l'expansion de la menace sécuritaire.

Le « triangle » OBDK représente le grenier du pays sur le plan agroalimentaire. Il héberge environ 10% des personnes déplacées internes (PDI) du pays; or un afflux croissant de PDI est anticipé du fait de la situation sécuritaire. Cette zone est donc clé pour renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables, promouvoir le développement socio-économique et donner des opportunités à la jeunesse – tout ceci favorisant la stabilisation d'une zone essentielle pour le Burkina Faso, et pour la région ouest-africaine, étant le verrou sécuritaire de la région dans la lutte contre le *spill over*.

« Le triangle OBDK est une zone clé pour renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables, promouvoir le développement socio-économique et donner des opportunités à la jeunesse. »

L'action de l'UE dans ces territoires (une centaine de communes visées) consiste à apporter un soutien multiforme :

- ♦ **Amélioration de l'accès aux services sociaux de base :** protection sociale, santé, éducation, eau et assainissement ;
- ♦ **Soutien du domaine agro-sylvo-pastoral** pour la reconstruction du tissu économique au travers d'activités productives et de la formation professionnelle ;

- ♦ **Renforcement de la cohésion sociale** (lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, prévention et gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, entre autres).

L'approche territoriale intégrée au Burkina Faso reste aussi liée à une

dynamique régionale favorisant la gestion des relations transfrontalières et des flux migratoires dans un environnement stable et sécurisé. **Elle vise à favoriser la stabilisation de territoires clés (région frontalière entre le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Ghana) pour lutter contre l'expansion de la menace terroriste.**

Hans Stausboll

Directeur des relations avec l'Afrique au sein de la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne



Analyse des résultats sur 5 ans : quels impacts ?

État des lieux

Le portefeuille de projets de l'Alliance Sahel comprend l'ensemble des projets financés par les membres de plein droit de l'Alliance Sahel, répondant aux critères suivants :

- ◇ Projets financés dans au moins un des pays du Sahel ;
- ◇ Projets portant sur un des secteurs prioritaires et/ou transversaux de l'Alliance.

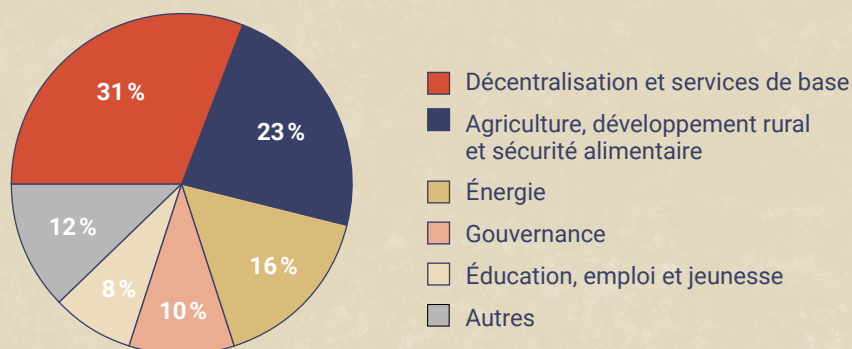
Le portefeuille de projets est mis à jour annuellement.

En 2022, le portefeuille est constitué de **1 330 projets en cours d'exécution pour un montant total de 26,47 milliards €**. Depuis 2018, les secteurs « Décentralisation et services de

base » (31 % du portefeuille en 2022), « Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire » (23 %), « Énergie » (16 %) et « Gouvernance » (10 %) sont prédominants au sein du portefeuille Alliance Sahel. La part du secteur « Éducation, emploi et jeunesse » (8 %), malgré une augmentation continue depuis 2018, reste quant à lui relativement faible compte tenu des enjeux.

On observe un effort important des membres sur les sujets relatifs au **Climat** et au **Genre**. 50 % des projets en cours d'exécution en 2022 ont pour objectif significatif l'égalité hommes-femmes. Près de 30 % des projets ont un objectif significatif ou principal pour au moins un des 4 marqueurs Climat.

Portefeuille des projets de l'Alliance Sahel en 2022 par secteur

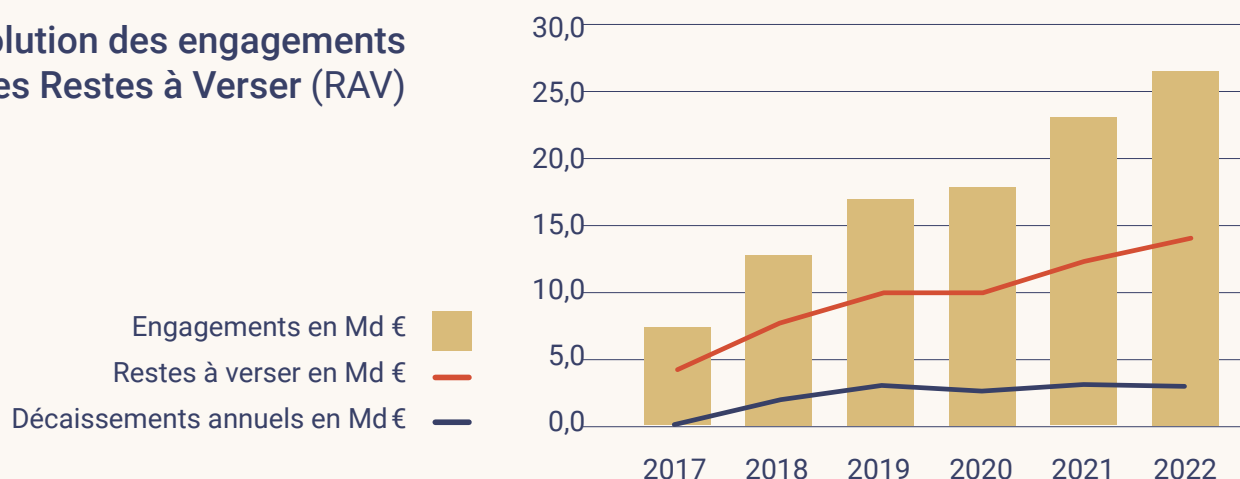


Mise en œuvre du portefeuille

		Nombre de projets en cours par secteur	Engagements financiers (en millions €)
Secteurs prioritaires	Éducation, emploi et jeunesse	139	2 008
	Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire	290	6 055
	Décentralisation et services de base	319	8 182
	Énergie	75	4 109
	Gouvernance	204	2 598
Thématiques transversales	Genre	60	504
	Climat	49	756
	Secteur privé	35	1 006
Reste	Projets multisectoriels	112	919
	Autres	47	332
Total		1330	26 469

Évolution du portefeuille sur les 5 ans

Évolution des engagements et des Restes à Verser (RAV)



Depuis le lancement de l'Alliance en 2017, **le nombre de projets en cours d'exécution a triplé en volume et quadruplé en valeur**. La croissance du portefeuille tient à l'augmentation continue du nombre de membres de l'Alliance Sahel.

Cette évolution reflète également une augmentation significative des portefeuilles de la plupart des membres. La Banque mondiale, la France, l'Union européenne, l'Allemagne et la Banque africaine de développement sont les principaux contributeurs.

Un engagement de redevabilité

Le présent rapport répond à l'engagement de redevabilité, l'un des piliers de l'Alliance Sahel. Les objectifs en termes de redevabilité mutuelle impliquent :

- ◇ Un alignement sur les stratégies et priorités des pays partenaires ;
- ◇ Un partage accru de l'information ;
- ◇ La définition d'un cadre permettant la mesure des résultats obtenus et leurs impacts au niveau national.

Des objectifs communs par secteur ainsi que des indicateurs, nationaux et projets, visant à mesurer l'atteinte de ces objectifs ont été définis entre les membres de l'AS et les pays partenaires dès la création de l'Alliance Sahel. Ils ont été progressivement complétés par d'autres indicateurs, afin d'obtenir une vision globale de l'évolution des résultats.

Il en résulte un cadre de résultats de l'Alliance Sahel constitué en 2022 de :

- ◇ **32 indicateurs nationaux**, dont la mesure s'opère sur la base des données statistiques publiques disponibles des pays partenaires ;
- ◇ **18 indicateurs projets**, renseignés par l'agrégation des résultats des projets inclus dans le portefeuille AS et communiqués par ses membres.

Les informations présentées dans ce rapport reposent donc sur l'analyse des données liées aux indicateurs projets, sur la période 2017-2022. Ce rapport se concentre plus précisément sur les 14 indicateurs projets (parmi 18) qui illustrent le mieux les réalisations les plus importantes des projets soutenus par les membres de l'AS.



Méthodologie de l'agrégation des résultats projets

Les indicateurs de projets sont actuellement renseignés pour environ 30 % des projets éligibles par les membres de l'Alliance Sahel. Bien que ce chiffre ne représente qu'une partie des résultats des projets financés, il en fournit déjà une première estimation précieuse.

Dans ce rapport, les projets clôturés sur la période et les projets en cours de mise en œuvre du portefeuille Alliance Sahel ont été analysés de 2017 à 2022.

Pour les 18 indicateurs projets, l'approche suivante a été retenue pour la collecte des données.



Bien que les résultats consolidés dans ce rapport soient partiels, les indicateurs montrent un appui substantiel et continu des membres de l'Alliance aux populations sahéennes, en particulier en faveur de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, de la santé ou du développement des compétences.

Ces résultats sont globalement alignés aux priorités des cadres de redevabilité adoptés par les cinq pays du Sahel.



Principaux résultats des indicateurs projets de l'Alliance Sahel à 5 ans*



Éducation, emploi et jeunesse



1 510 351
personnes ont bénéficié de **formations professionnelles** et/ou d'initiatives de développement des compétences



Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire

1 236 558
hectares de terres ont bénéficié de techniques de **gestion durable**



3 435 722
producteurs ou éleveurs ont eu accès à des services de conseil pour la **durabilité** et la **résilience** de leurs activités



22 506 694
personnes ont reçu une **assistance alimentaire** et/ou un soutien aux moyens de subsistance

Décentralisation et services de base



1 564 704
personnes ont bénéficié de **filets sociaux**



901 422
femmes en âge de procréer ont utilisé une méthode de **planification familiale**



5 409 956
enfants ont été **vaccinés**



8 009 547
personnes ont bénéficié d'un accès amélioré à des services d'approvisionnement en **eau potable**



3 221 009
personnes ont bénéficié d'un accès amélioré à des services d'**assainissement**



3 330
infrastructures médicales (hôpitaux, maisons de soins, centres médicaux etc.) ont bénéficié du soutien des membres de l'AS

Énergie



2 351 033
personnes ont bénéficié d'un **accès à l'électricité** ou d'un accès amélioré

Gouvernance



2 317
organisations de la société civile (OSC, médias, leaders d'opinion) ont reçu un appui des membres de l'AS

Secteur privé



166 944
petites et moyennes entreprises ont été créées ou soutenues



269 647
emplois ont été créés



* Résultats au 31/12/2022, issus d'un échantillon de projets AS

Analyse des résultats par secteur

Ce chapitre présente les indicateurs de résultats projets pertinents par secteur, précédés d'une brève analyse des enjeux pour chacun d'entre eux.

Éducation, emploi et jeunesse



Enjeux

Le Sahel est l'une des régions du monde où les **déficits en matière d'éducation et d'emploi des jeunes sont les plus importants**. La rapidité de la croissance démographique complique la réponse aux besoins éducatifs.

- ◇ Plus de 40% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés.
- ◇ L'espérance de scolarisation est d'une durée de 3 ans pour un enfant né au Sahel, contre 7,8 dans le reste du monde.
- ◇ À peine plus d'un jeune sur deux (57%) est alphabétisé, contre 75% globalement en Afrique subsaharienne.

Les conflits ont provoqué la fermeture de nombreuses écoles et des impacts sociaux dévastateurs sur l'éducation. Les grèves dans ce secteur, causées par les dysfonctionnements administratifs, ont aggravé la vulnérabilité du système éducatif dans l'espace sahélien, avec des conséquences graves sur le nombre de mois de scolarisation.

Le développement des compétences professionnelles ou de l'employabilité est réduite, du fait d'un enseignement professionnel et technique inadapté ou peu développé. Or, l'amélioration des possibilités d'emploi attractifs pour les jeunes est essentielle pour briser le cycle de la pauvreté et stimuler l'inclusion sociale et la résilience dans la région.

Le financement de l'éducation en situation d'urgence au Sahel (ESU) reste essentiellement humanitaire, assuré par les organisations internationales multilatérales et les ONG locales. Si les bailleurs de fonds financent aussi dans une moindre mesure l'ESU, la couverture générale des besoins demeure faible alors que la demande a crû de manière exponentielle sur la période.

« Plusieurs initiatives soutenues par les ONG et les communautés permettent d'assurer un service minimum éducatif dans les contextes de crises au Sahel. »

Malgré ces défis, les données montrent que plusieurs initiatives soutenues par les ONG et les communautés permettent d'assurer un service minimum éducatif dans les contextes de crises au Sahel.



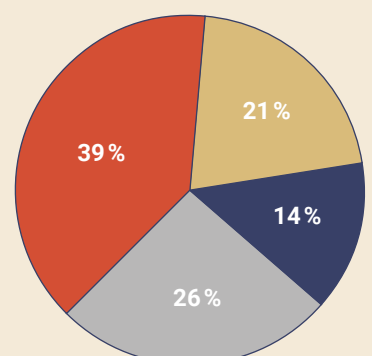
Résultats



1 510 351
personnes ont bénéficié de **formations professionnelles** et/ou d'initiatives de développement des compétences

Montant alloué aux projets

- Éducation primaire
- Formation professionnelle
- Emploi des jeunes
- Autre



L'éducation, un droit humain fondamental

L'éducation n'est pas un privilège, c'est un droit humain fondamental, un puissant vecteur de développement et l'un des meilleurs moyens de réduire la pauvreté, d'élever les niveaux de santé, de promouvoir l'égalité entre les sexes et de faire progresser la paix et la stabilité. Elle est pourtant gravement sous-évaluée, en particulier en temps de crise.

Au Sahel, les besoins sont considérables ; le nombre de personnes déplacées de force a augmenté de 33 % entre 2022 et 2023, pour atteindre plus de 4 millions de personnes. L'insécurité, l'extrême pauvreté, le dérèglement climatique, ainsi que l'impact de la crise COVID constituent des défis structurels pour l'éducation pour tous, au point d'inverser des décennies de progrès. **Dans le Sahel central, le taux de déscolarisation est parmi les plus élevés du monde.** Près de la moitié des enfants ne sont pas scolarisés, ce qui représente 12 millions d'enfants en 2023, soit deux fois plus qu'en 2020. Parmi ces enfants, on retrouve une majorité de filles et de jeunes en situation de handicap, en particulier en milieu rural. Les attaques contre les écoles ont entraîné la fermeture de plus de 64 % des établissements en 2 ans.

Pour faire face à cette crise majeure, la mobilisation et la coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) est essentielle, notamment au sein de l'Alliance Sahel, de même que le recours aux acteurs locaux et leur renforcement.

L'AFD intervient depuis plus de 20 ans au Sahel sur le secteur de l'éducation, en appui aux politiques publiques et aux systèmes éducatifs des pays de la zone. Nous finançons actuellement près de 50 projets pour 461M €, essentiellement en dons (80 %) sur des fonds que nous confie l'État français ou que nous délègue le Partenariat Mondial pour l'Éducation. Grâce à ces financements, la France a contribué à la scolarisation

de 900 000 élèves, dont une majorité de filles, au primaire et au secondaire, et au renforcement de la professionnalisation des enseignants et à l'efficacité du pilotage des systèmes éducatifs. Nos actions s'effectuent toujours à la demande des pays partenaires et tentent de répondre aussi précisément que possible aux besoins spécifiques et au contexte de chaque territoire. Nous intervenons ainsi en appui aux politiques publiques, au travers de financements budgétaires, de programmes ou de projets taillés sur mesure, en prenant en compte la diversité des défis auxquels sont confrontées les populations ; éducation, mais aussi santé, climat, sécurité, etc. Nous veillons à intervenir de façon coordonnée avec les autres partenaires pour pouvoir proposer des actions complémentaires et efficaces.

« Nos actions s'effectuent toujours à la demande des pays partenaires et tentent de répondre aussi précisément que possible aux besoins spécifiques et au contexte de chaque territoire. »

Au Burkina Faso et au Niger, l'AFD a été choisie comme agent partenaire des financements du Partenariat Mondial pour

l'Éducation et a pu mener des actions à fort impact pour les systèmes éducatifs jusqu'à ces derniers mois. Au Tchad, dans la région du Lac, l'AFD a pris en compte de manière simultanée les différentes préoccupations des populations : outre des questions de sécurité, des besoins importants en matière d'accès et de qualité de l'éducation des jeunes enfants, mais aussi de santé et de nutrition. La mise en œuvre de ce projet, mené en concertation étroite avec d'autres PTF, en particulier la coopération suisse, a été confiée à des ONG locales, au plus proche des populations concernées.

L'accès au service de base qu'est l'Éducation dans le cadre d'une approche territoriale intégrée, prônée par l'Alliance Sahel, apparaît des plus pertinentes au Sahel ; elle constitue un excellent moyen de coordination entre partenaires au développement permettant de nous assurer d'un meilleur maillage territorial, y compris dans les zones les plus fragiles.

Laurent Biddiscombe
Directeur exécutif des Solutions
de développement durable (SDD)
Agence française de développement (AFD)



Augmenter l'offre de formation et d'orientation professionnelle au Niger



Niger ————— 2021 – 2023

Programme de promotion de l'emploi et insertion professionnelle au Niger (ProEMPLOI)



Jeunes



Allemagne et Union européenne

Le projet a amélioré la situation de l'emploi et des revenus des jeunes, ainsi que des acteurs économiques, dans les trois régions d'intervention (Agadez, Tillabéri et Zinder).

Le projet ProEMPLOI au Niger vise à augmenter l'offre de formation et d'orientation professionnelle tout en favorisant le développement durable du secteur privé par des mesures de conseil et de coaching. L'approche adoptée couvre les trois piliers du marché du travail: la demande, l'offre et le placement.

Selon le directeur du collège d'enseignement technique de Tillabéri, Mansour Moussa, «la formation technique des jeunes permet de régler plusieurs problèmes de manque de main d'œuvre dans certains métiers de la région. Chaque jeune que nous formons a une idée de business et veut être indépendant financièrement.»

Quelques activités phares du ProEMPLOI :

- ◇ Formation des jeunes au sein des structures locales;
- ◇ Mise à disposition de matériel pour les différents centres de formation;
- ◇ Renforcement des capacités des formateurs;
- ◇ Formation de formateurs en coaching pour accompagner les jeunes dans leur installation et leur insertion professionnelle après leur formation.

ProEMPLOI a été mis en œuvre dans **33** municipalités.



« J'ai pris la décision d'apprendre la soudure, mes deux mains vont me permettre de créer mon emploi! Petit à petit, je progresse. J'ai appris de nouvelles techniques, comme travailler avec la soudure à gaz et fabriquer de nouveaux objets, comme des chaises ou des tables. D'ici cinq à six ans, j'ambitionne d'ouvrir mon propre atelier. Je voudrais moi aussi former des jeunes, comme mon patron d'atelier me l'a appris. »

*Saidan Oumourou,
Apprenant en soudure,
Collège d'enseignement technique de Tillabéri*

Résultats

- 1 433 jeunes, dont 774 femmes, ont été accompagnés à travers 28 formations.
- 1 403 jeunes ont reçu un certificat de formation professionnelle, dont 765 filles.

Au 30 septembre 2022

Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire



Enjeux

L'agriculture et le pastoralisme représentent 40 % du PIB régional et emploient entre 60 et 80 % de la population au Sahel. Cependant, la production agricole demeure insuffisante pour répondre de manière adéquate à la demande alimentaire de la population.

Depuis les sécheresses et la famine des années 1973-1974, et malgré une certaine récupération de la production par le développement de l'irrigation, les populations sahéliennes vivent dans une situation d'insécurité alimentaire récurrente, exacerbée par l'instabilité croissante dans de nombreuses régions.

« L'agriculture et le pastoralisme représentent 40 % du PIB régional et emploient entre 60 et 80 % de la population au Sahel. »

Le changement climatique aggrave cette situation. Plus de 90 % des agriculteurs sahéliens dépendent de l'agriculture pluviale et du pastoralisme pour leurs moyens de subsistance, en particulier dans les zones touchées par l'insécurité. Le manque d'eau et la dégradation des terres affectent 80 % de la population vivant dans des zones arides ou semi-arides.

L'amélioration du rendement, de la compétitivité du secteur agricole ainsi que le soutien à l'adaptation des pratiques agricoles face au changement climatique sont essentiels pour réduire la pauvreté dans la région.

Résultats



1 236 558
hectares de terres ont
bénéficié de techniques
de **gestion durable**



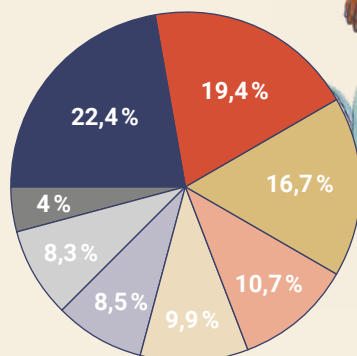
3 435 722
producteurs ou éleveurs ont eu accès
à des services de conseil pour la **durabilité**
et la **résilience** de leurs activités



22 506 694
personnes ont reçu une
assistance alimentaire et/ou
un soutien aux moyens
de subsistance

Montant alloué aux projets

- Agriculture durable, écosystèmes
- Sécurité alimentaire, nutrition
- Investissements structureaux
- Actions intégrées locales
- Chaînes de valeur
- Élevage, pastoralisme
- Appui institutionnel
- Autre



Des potagers périurbains pour renforcer la sécurité alimentaire en Mauritanie



Mauritanie ——— 2020 – 2022

Promotion des potagers périurbains



Exploitants maraîchers



Espagne et Union européenne

La Mauritanie dépend fortement des importations de produits horticoles, pourtant essentiels à la sécurité alimentaire. Pour pallier ce déficit, le Plan national de développement agricole mise sur les zones périurbaines des grandes villes pour la production horticole, en raison de leur proximité avec les consommateurs.

Dans le cadre de la Convention des maires pour le climat et l'énergie, l'AECID¹ soutient la région de Nouakchott pour développer l'agriculture urbaine. **Le projet de promotion des potagers périurbains vise à augmenter les revenus des petits agriculteurs de la ville en améliorant leurs exploitations.**

Le projet travaille sur quatre axes :

- ◆ **La production** : gestion des ressources agricoles, formation technique et adaptation aux demandes du marché ;
- ◆ **La gestion des stocks et la transformation des produits** ;
- ◆ **La commercialisation** : connaissance des marchés et compétences en négociation ;
- ◆ **L'organisation sociale** et associative des producteurs.

¹ Agence espagnole pour la coopération internationale au développement



Résultats

→ Pendant deux ans, le projet a aidé près de **200 exploitations** à développer une **agriculture durable** pour renforcer la chaîne de valeur des produits horticoles, consolider les associations de producteurs et avancer dans la consolidation d'une activité génératrice d'emplois et de richesses.

Lutte contre la malnutrition au Niger



Niger ————— 2018 – 2023

USAID / Hamzari



Communautés vulnérables



États-Unis

USAID met en œuvre des activités visant à renforcer la résilience des communautés vulnérables au Niger. Parmi celles-ci, l'initiative USAID Hamzari s'attaque aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les communes à haut risque de la région sud de Maradi.

Interventions clés :

- ♦ **Soutien à la tradition de « habbanaye »** : cette pratique consiste à prêter un animal, généralement une chèvre ou un mouton, à un membre de la communauté qui en a besoin. Après le sevrage de la nouvelle génération, l'animal prêté est retourné à son propriétaire, tandis que la famille bénéficiaire conserve la descendance pour constituer son propre troupeau.
- ♦ **Démonstrations culinaires** : enseignement de la préparation d'aliments nutritifs locaux pour améliorer les habitudes alimentaires.
- ♦ **Création de greniers communaux** : garantir l'accès à des aliments nutritifs tout au long de l'année.
- ♦ **Transformation alimentaire à petite échelle** : permettre aux femmes de conserver les aliments plus longtemps et de vendre leurs produits sur les marchés locaux.



Résultats

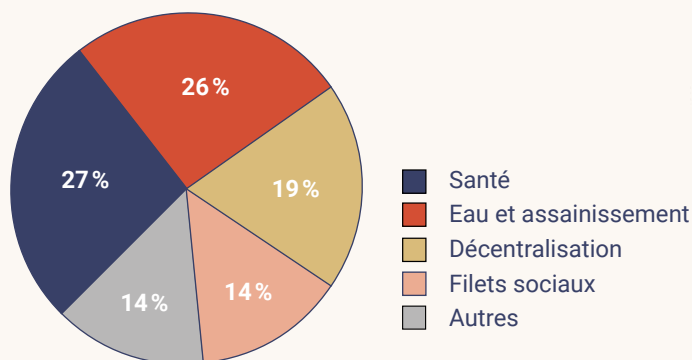
- **11 578 démonstrations culinaires** ont été organisées, impliquant **49 474 femmes enceintes et allaitantes**.
- Plus de **100 greniers** ont été créés, chacun **employant 5 membres** de la communauté.
- **5 879 femmes** ont participé aux activités de **transformation alimentaire**.

Décentralisation et accès aux services de base



Le secteur prioritaire « Décentralisation et services de base », a été analysé dans 4 domaines clés, afin d'offrir une vue plus détaillée des enjeux et des résultats.

Décomposition des financements alloués au secteur « Décentralisation et services de base » :



● Décentralisation

Enjeux

Initialement conçue comme moyen pour promouvoir la démocratie et la participation citoyenne, la décentralisation est reconnue aujourd'hui comme une voie efficace pour offrir des services de base de proximité et de qualité. En même temps, les collectivités territoriales doivent relever de nouveaux défis, notamment en termes de développement économique local durable (ressources naturelles, gestion des déchets, changements climatiques), parfois dans des contextes de fragilité ou d'insécurité qui accroissent les besoins sociaux.

Dans la pratique, la mise en œuvre de la décentralisation varie fortement selon la volonté de réformer des Etats et les

facteurs de stabilité ou d'instabilité politique des pays. Sur le plan financier, les dépenses militaires, ainsi que celles liées à la pandémie de COVID-19, ont lourdement pesé sur le budget destiné à la gouvernance locale et à la décentralisation.

«La décentralisation est reconnue aujourd'hui comme une voie efficace pour offrir des services de base de proximité et de qualité.»

Le financement suffisant des collectivités territoriales (CT) pour répondre aux besoins des populations reste un défi majeur dans tous les pays. Des domaines de compétences ont été confiés aux collectivités territoriales dans plusieurs secteurs mais sont insuffisamment financés.

De même, l'inadéquation de la fiscalité locale constitue actuellement un véritable défi pour doter les CT de ressources propres suffisantes.



La décentralisation : une réforme indispensable pour une paix et une prospérité pérennes

Une gouvernance guidée par les besoins des citoyens peut engendrer de grands changements. Les systèmes politiques centralisés du Sahel ont ralenti les économies nationales, fragilisé les services de base et entravé les mécanismes de responsabilisation. **La décentralisation dans de nombreux pays du Sahel vise à rapprocher les instances gouvernementales des citoyens, permettre aux communautés de participer plus activement aux décisions et faire entendre leur voix pour façonner leur avenir.** Ces réformes sont essentielles car les causes complexes de l'insécurité régionale nécessitent une réponse collective et globale. Cette réponse doit inclure une gouvernance locale efficace qui reflète les besoins et les priorités des citoyens, et y répond équitablement.

Une gouvernance durable, une gestion des ressources naturelles renouvelables (qui constituent le fondement de l'économie de la région) et la mise à disposition de services de base sont des outils puissants pour prévenir les conflits. L'Agence des États-Unis pour le développement

international (USAID¹) soutient avec fierté les efforts déployés au Sahel pour renforcer la gouvernance locale, améliorer le déploiement des services de base et veiller à ce que les citoyens soient au cœur de l'action publique.

Grâce à ses programmes, USAID contribue à créer des conditions propices pour réduire les tensions entre agriculteurs et éleveurs, renforcer les capacités institutionnelles des municipalités, améliorer la responsabilisation entre les décideurs politiques locaux et la population, et garantir que les citoyens puissent exercer leur droit de vote.

« La gouvernance locale, au cœur de la décentralisation, est essentielle pour établir des processus équitables et inclusifs, ainsi que pour instaurer une paix et une prospérité durables au Sahel, en rapprochant le pouvoir politique des populations. »

USAID appuie également les instances étatiques locales de la région en leur permettant de four-

nir à leurs administrés un accès à des soins de santé de qualité, à l'éducation, à l'eau potable et à une alimentation saine. La gouvernance locale, au cœur de la décentralisation, est essentielle pour établir des processus équitables et inclusifs, ainsi que pour instaurer une paix et une prospérité durables au Sahel, en rapprochant le pouvoir politique des populations.

Alyson McFarland
Représentante de USAID
au Burkina Faso



¹ United States Agency for International Development

Un programme de soutien aux réfugiés et communautés d'accueil au Tchad



Tchad ————— 2019 – 2025

Projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCA)



Réfugiés et communautés d'accueil



Banque mondiale

Le Projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCA) vise à améliorer l'accès aux services de base, aux moyens de subsistance et aux systèmes de sécurité sociale pour les personnes réfugiées et les communautés d'accueil au Tchad. Le projet renforce également les systèmes nationaux de gestion des réfugiés.

Parmi les services de base, PARCA soutient en particulier l'accès à la santé et à l'éducation en finançant la réhabilitation ou la construction de nouvelles infrastructures de services publics dans des zones ciblées. Un autre axe du projet consiste à étendre le système de protection sociale du Tchad afin d'inclure les ménages pauvres et vulnérables des réfugiés et des communautés d'accueil, renforçant ainsi leur résilience.

« Je me souviens encore des 22 km que je parcourais à 10 ans pour aller étudier à Goré. Je me souviens aussi que nous devons marcher des kilomètres à la recherche d'eau. Aujourd'hui, elle est à la portée de nos enfants. »

*Donadji Donald,
40 ans*

« La communauté a spontanément décidé de prêter main forte aux travaux de construction de l'école du village tellement l'initiative de construire un établissement scolaire a enchanté le village. »

*Président du Comité de surveillance
du chantier de l'école de Kobo*

Résultats

- **5 000 élèves** ont désormais accès à des écoles en dur à Nya Pendé¹.
- **5 établissements scolaires** niveau primaire ont vu le jour, dotés de **10 bâtiments modernes** et équipés de tables et bancs.
- **Plus de 171 000 personnes** ont bénéficié d'un programme de **sécurité sociale**.
- **Plus de 160 000 personnes** ont un accès amélioré aux infrastructures communautaires de santé et d'**éducation**.

¹ Région d'accueil des réfugiés centrafricains située à l'extrême Sud du Tchad.

Restaurer et renforcer le contrat social au Mali



Mali 2021 – 2026

Le Programme de Gouvernance Locale Redevable (PGLR/PGLR+)



Populations de 240 communes de Tombouctou, Gao/Ménaka, Mopti et Ségou



Pays-Bas

Le Programme de Gouvernance Locale Redevable (PGLR/PGLR+) contribue à restaurer et renforcer le contrat social entre les autorités locales et les citoyens, grâce à une gouvernance plus inclusive et redevable. **Le programme a permis de rétablir la confiance et la coopération entre les responsables publics et la population, notamment les jeunes.**

Le PGLR+ met l'accent sur la participation inclusive des jeunes dans la gouvernance locale, l'égalité des genres, l'inclusion sociale et la sensibilité aux conflits. Le programme participe au développement de services sociaux de base et à l'amélioration de la gestion des affaires publiques locales. Il agit en renforçant les capacités, le dialogue, les collaborations et le regard critique.

Il est mis en oeuvre par quatre ONG : SNV, Oxfam Novib, la Fondation V4T et ICCO.

« Le programme PGLR a une approche particulière que je pourrais qualifier de changement qualitatif dans la gestion de nos communes. Ce sont les jeunes qui sont au cœur de ce programme. Ils sont renforcés dans différentes thématiques en lien avec la gouvernance. Le progrès que j'ai constaté dans notre communauté, c'est l'éclosion de la citoyenneté en eux et aussi leur participation aux activités de la Mairie. Parce qu'avant, la population ne s'y intéressait pas beaucoup. Grâce au projet, chaque personne arrive à exercer son rôle. Et lorsque la population est informée de l'utilisation de son argent, elle devient très dévouée pour remplir son devoir. »

Souaibou Touré
Maire de Cinzana

« Le PGLR a permis la réhabilitation des Maisons des jeunes, qui sont devenues des centres fonctionnels pour différentes activités : on y organise des restitutions publiques, des réunions de jeunes, c'est devenu un lieu de rencontres et d'échanges très important. »

Fatoumata Dicko
Jeune leader

Résultats

→ **Couvrant 240 communes** dans les régions de Tombouctou, Gao/Ménaka, Mopti, Ségou et Bougouni, le PGLR a créé un réseau de plus de **11 800 jeunes leaders** (chiffres 2022).



● Santé

Enjeux

Le Sahel est la région du monde où les indicateurs de santé sont les plus dégradés. L'OMS estime que 10,6 millions de personnes ont besoin de services de santé d'urgence dans la région du Sahel. Ces dernières années, la malnutrition s'est encore aggravée en raison de l'accroissement des conflits et la fermeture d'établissements de santé dans certaines régions ont réduit l'accès des communautés aux soins. Le taux de malnutrition chronique avoisine les 40%. Les mortalités maternelle et infantile restent très élevées (856 décès pour 100 000 naissances vivantes, un des taux les plus élevés au monde).¹

¹ Source : L'OMS débloque plus de 8 millions de dollars pour l'action humanitaire au Sahel. OMS | Bureau régional pour l'Afrique (who.int)

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) estiment que près de 2 900 000 enfants âgés de 6 à 59 mois pourraient être touchés par la malnutrition aiguë globale au Sahel. La zone des trois frontières (Burkina Faso, Mali et Niger) est particulièrement concernée et représente environ 70% des zones affectées par l'insécurité nutritionnelle.

En termes de soutien à la couverture assurance-santé, plusieurs pays du Sahel mettent en oeuvre des programmes de protection sociale adaptative. Ces programmes peuvent donner accès aux bénéficiaires à une assurance maladie généralisée 100% gratuite.

Résultats

Les projets couvrent des thèmes divers : **santé néo-natale, santé primaire, prévention, COVID-19, santé sexuelle et reproductive, appui institutionnel.**



901 422

femmes en âge de procréer ont utilisé une méthode de **planification familiale**



5 409 956
enfants ont été
vaccinés



3 330

infrastructures médicales
(hôpitaux, maisons de soins,
centres médicaux, etc.)
ont bénéficié du soutien des
membres de l'AS

● Filets sociaux²

Enjeux

Les pays du Sahel ont démontré leur volonté de **renforcer la protection sociale** et de développer des systèmes de protection sociale adaptative (PSA). Si chaque pays a progressé selon sa propre trajectoire, tous disposent au moins d'un filet social et de plusieurs programmes de protection sociale, contributifs et non contributifs. Cependant, la couverture globale de ces programmes reste faible, variant entre 6 et 20%, comparée à une moyenne mondiale de 47%³. Cette faible couverture reflète également des dépenses publiques limitées dans ce secteur.

Jusqu'à présent, les cadres politiques relatifs aux filets sociaux se sont davantage concentrés sur les problèmes chroniques, comme la lutte contre la pauvreté structurelle et la vulnérabilité, plutôt que sur des risques spécifiques, tels que la sécheresse ou les inondations.

² « Les filets sociaux sont des programmes de transferts non contributifs axés d'une manière ou d'une autre sur les populations pauvres ou vulnérables (Grosh et al., 2008). Ils visent à stimuler la consommation de produits de base et de services essentiels par les ménages. »

³ Selon les dernières statistiques de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) de 2021

Résultats



1 564 704
personnes ont bénéficié
de **filets sociaux**.



Dépistage et traitement de la malnutrition au Niger



Niger ————— 2017 – 2020

Dépistage et traitement de la malnutrition au Niger



Mères et enfants



Italie & UNICEF

La Coopération italienne et l'UNICEF ont collaboré pour réduire la malnutrition des mères et des enfants dans les régions de Tillabéry et de Diffa au Niger, en étendant certaines interventions de gestion communautaire intégrée des cas (iCCM¹) à fort impact en matière de nutrition et de santé.

Grâce à une contribution financière à l'UNICEF Niger, l'Italie a apporté un soutien technique, logistique et financier au gouvernement du Niger pour la mise en œuvre d'un ensemble d'interventions curatives, préventives et promotionnelles en matière de santé et de nutrition dans 11 municipalités de trois districts (Ouallam, Téra et Tillabéry) de la région de Tillabéry. Cette initiative incluait également le traitement de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de moins de cinq ans et le déparasitage des enfants âgés de 12 à 59 mois dans la région de Diffa.

¹ En anglais: integrated community case management - iCCM

Résultats

- **803 agents de santé communautaires** ont été **formés et équipés**, leur permettant d'offrir un ensemble complet de services préventifs et curatifs à leurs communautés.
- **64 707 épisodes de maladies ont été traités** chez **30 000 enfants** de moins de cinq ans.
- **58 525 duos mère-enfant** ont été **soignés** par les bénévoles formés.
- **2 328 groupes de soutien aux mères** dans la communauté ont été créés.
- **234 240 soignants** ont reçu des **informations sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant**, ainsi que sur d'autres pratiques de santé essentielles.
- **24 669 enfants** ont bénéficié d'un **dépistage de malnutrition aiguë** réalisé par les bénévoles de la communauté. **2 685** d'entre eux ont été référés à un établissement de santé pour **traitement**, dont **751** cas de malnutrition aiguë sévère et **1 134** cas de malnutrition aiguë modérée.

Entre août 2017 et décembre 2020



Filets sociaux en Mauritanie : briser la chaîne de la pauvreté intergénérationnelle



Mauritanie _____ 2015 – 2024

Tekavoul



140 000 ménages les plus pauvres sur toute l'étendue du territoire national mauritanien



Financements du Gouvernement mauritanien et de plusieurs membres de l'Alliance Sahel

Les autorités mauritaniennes ont lancé le projet « Tekavoul » pour lutter contre la pauvreté dans les régions les plus touchées. Un registre social a été créé sur base d'un ciblage communautaire : c'est la communauté qui identifie les personnes les plus vulnérables, selon des critères préétablis et des quotas. Dans les zones urbaines, l'approche consiste en un recensement général de toute la population. Actuellement, ce registre social inclut plus de 200 000 ménages, ce qui représente un tiers de la population mauritanienne, et couvre l'ensemble du territoire.

Le Gouvernement mauritanien a décidé d'étendre le programme Tekavoul à l'échelle nationale, portant à 140 000 le nombre de bénéficiaires en 2023. Le transfert monétaire trimestriel par ménage s'élève à 3 600 MRU (88 €) en 2024. Des opérateurs de paiement locaux, appuyés par des équipes d'animateurs du programme, assurent la distribution des

transferts monétaires. Plus de 90 % des bénéficiaires sont des femmes, reconnues comme les principales responsables de l'éducation des enfants.


En outre, les bénéficiaires jouissent d'une assurance maladie généralisée entièrement gratuite. Plus de 600 000 personnes sont prises en charge par l'État dans ce cadre. En période de soudure ou de crises exogènes, l'État soutient les populations affectées via la composante El Maouna. Lors de la pandémie de COVID-19, plus de 210 000 ménages ont été assistés. L'année dernière, 3 000 ménages affectés par les inondations ont reçu une assistance à Nouakchott et plus de 500 dans la wilaya l'Inchiri, entre autres.

Cette initiative mauritanienne est soutenue par plusieurs membres de l'Alliance Sahel.


« Les critères pour être bénéficiaire sont justes, équitables et transparents. Les citoyens sentent qu'il y a une transparence et une justice, en plus de l'assistance qui amoindrit leurs souffrances et leurs difficultés quotidiennes. Lors de chaque transfert d'argent, les bénéficiaires sont invités à des séances de promotion sociale. Ce sont ces séances qui permettent un changement de mentalité et d'habitudes. Elles constituent la seule contrepartie du cash transfert : les bénéficiaires doivent y participer pour recevoir leur transfert trimestriel. »

Moulaye El Hacem Zeidane Abd El Maleck
Coordonnateur national de Tekavoul

Plus d'information :

 www.alliance-sahel.org/actualites/filets-sociaux-mauritanie-tekavoul



 [Tekavoul, briser la chaîne de la pauvreté en Mauritanie](#)

Un soutien d'urgence pour prévenir les conflits au Tchad



Tchad ————— 2018 – auj.

Développement inclusif des zones d'accueil au Tchad (Diza)



Populations autochtones, réfugiées et retournées



France/AFD, UE

Le Tchad accueille plusieurs centaines de milliers de réfugiés¹, de retournés tchadiens et de personnes déplacées internes. La détérioration rapide de la sécurité dans la région a entraîné une augmentation significative de ces populations vulnérables. Cette situation, combinée à une production agricole déjà insuffisante, pose désormais un risque majeur de conflits dans la région.

Afin de réduire ce risque, l'AFD et l'Union européenne soutiennent depuis 2018 le plan de Développement Inclusif des Zones d'Accueil au Tchad (Diza). Ce plan vise à améliorer les conditions de vie des populations concernées dans trois régions particulièrement tendues à l'est du pays. Les principaux objectifs sont de garantir l'accès à la nourriture, aux services de base et à la protection sociale.

Une des mesures phares mises en œuvre dans le cadre du plan Diza est le cash transfert. Ce dispositif permet aux bénéficiaires de recevoir directement une aide financière en liquide. Plus de 3 800 ménages reçoivent ainsi chaque mois 15 000 Francs CFA, soit environ 23 €. Cette distribution inconditionnelle cible les familles les plus vulnérables, favorisant ainsi la consommation des ménages, augmentant leurs revenus et leur pouvoir d'achat grâce à une rentrée d'argent régulière et pérenne, et permettant la création ou la formation à des activités génératrices de revenus.

¹ Selon les chiffres du HCR, le Tchad accueillait en mars 2024 plus de 1,1 million de réfugiés.

« J'ai un travail à l'hôtel, dans la restauration, et je m'en sortais difficilement. Depuis que je reçois du cash, c'est une aide importante. »

*Afaf Ousman,
Bénéficiaire d'un transfert monétaire*

« J'ai suivi une formation commerciale et nous avons appris la gestion des dépenses, bénéfiques... Grâce au marché hebdomadaire, les bénéfices de mon activité viennent compléter mes revenus. Mes enfants peuvent aller à l'école et je prends soin d'eux. »

Mère de famille de Sila



● Eau et Assainissement

Enjeux

En 2022, dans les cinq pays, les taux d'accès aux services d'eau et d'assainissement affichent des valeurs contrastées, mais permettent néanmoins de dégager les tendances suivantes :

◇ Les taux d'accès à **un service de base d'eau potable** sont au moins de 50 % dans chaque pays. Cependant, 38 millions de personnes ne bénéficient pas d'un accès élémentaire à l'eau.

◇ Les taux d'accès à au moins **un service d'assainissement de base** varient entre 12 % et 55 % selon les pays. Globalement, 68 millions de personnes n'ont pas accès à un assainissement de base.

◇ L'accès à l'hygiène de base affiche les valeurs les plus dégradées, avec des taux variant entre 9 % (Burkina Faso) et 42 % (Mauritanie).

En matière d'assainissement, la trajectoire des cinq pays indique qu'il faudrait multiplier les efforts actuels par **4,6** en moyenne pour atteindre un taux d'accès à au moins un service de base d'assainissement pour tous d'ici 2030.

Résultats



8 009 547

personnes ont bénéficié d'un accès amélioré à des services d'approvisionnement en **eau potable**



3 221 009

personnes ont bénéficié d'un accès amélioré à des services d'**assainissement**



Renforcement de l'accès à l'eau et à l'assainissement à N'Djamena



Tchad 2019 – 2024

Projet eau et assainissement à N'Djaména (PEAN)



Populations des quartiers Nord-Est de N'Djaména



France/AFD, Pays-Bas et Union européenne

Depuis plus d'une décennie, la ville de N'Djaména connaît une croissance urbaine et démographique rapide, exerçant une pression foncière accrue. Les nouveaux arrivants et les populations les plus précaires se sont installés dans le nord-est de la ville, où les habitations ont été construites sans raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement. Cette périphérie abrite plus de 20 % de la population de la capitale, soit plus de 200 000 habitants¹.

Les habitants de cette zone manquent d'accès aux services urbains de base, notamment à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement adéquats. En l'absence d'infrastructures de drainage, ces quartiers subissent des conséquences dramatiques en période de pluie (inondations, dégâts matériels, ralentissement des activités économiques...).

Afin de soutenir les autorités tchadiennes dans la résolution de ces défis, le Projet eau et assainissement à N'Djaména (PEAN) a été mis sur pied. Les objectifs du projet sont les suivants :

- ◇ accroître le taux de couverture du réseau d'eau potable de N'Djaména ;
- ◇ renforcer les capacités de la Société Tchadienne des Eaux ;
- ◇ mettre en place de nouvelles structures de gestion des points d'eau publics dans les quartiers péri-urbains.

¹ D'après l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED).



« Avant, j'amenais souvent ma fille à l'hôpital et quand je buvais l'eau des forages sauvages, cela me donnait mal au ventre. Depuis que je bois l'eau de la borne fontaine, je vais mieux. Moi et ma fille n'avons plus de maux de ventre ni de diarrhées. »

Mme Aché Adoum
Habitante du quartier

Résultats

- 20 000 personnes desservies en eau potable
- 25 bornes fontaines construites
- 2 bassins de rétention aménagés
- 200 000 personnes desservies par les infrastructures
- 2 stations de pompage construites
- 914 latrines familiales construites
- 16 écoles équipées de latrines pour 28 000 élèves
- 70 000 personnes bénéficiant de latrines publiques

en 2022





Enjeux

La région du Sahel dispose d'abondantes ressources énergétiques, mais leur exploitation et leur gestion durable demeurent des enjeux majeurs.

Les bilans énergétiques nationaux sont constitués pour 70 à 75% de combustibles traditionnels (biomasse d'origine forestière pour l'essentiel), contre 15 à 25% pour les hydrocarbures et moins de 10% pour les énergies renouvelables. Dans un contexte de déficit forestier structurel et généralisé, cette extrême dépendance énergétique expose la population à une grande vulnérabilité, tout comme la dépendance aux financements extérieurs et aux importations d'hydrocarbures, même pour les pays producteurs de pétrole ou de gaz naturel tels que le Niger et le Tchad, qui subissent les fluctuations des prix du marché mondial.

Les taux d'électrification rurale sont parmi les plus bas au monde, avec moins de 5% dans des pays comme le

Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie, malgré un fort potentiel en énergies renouvelables et un ensoleillement favorable. Dans les zones ayant accès à l'électricité, la qualité des services est souvent médiocre, marquée par des pannes fréquentes et des fluctuations de tension. Plus des deux tiers de l'électricité produite est d'origine thermique, à l'exception du Mali où l'hydroélectricité atteint 40% de l'offre. Pourtant, la région recèle un potentiel hydroélectrique important, dont moins de 20% est actuellement exploité.

« La région du Sahel dispose d'abondantes ressources énergétiques, mais leur exploitation et leur gestion durable demeurent des enjeux majeurs. »

La mise en service de plusieurs centrales solaires et éoliennes, ainsi que la diffusion massive de lampadaires solaires pour l'éclairage public, ont contribué à améliorer la part des énergies

renouvelables dans le mix énergétique.

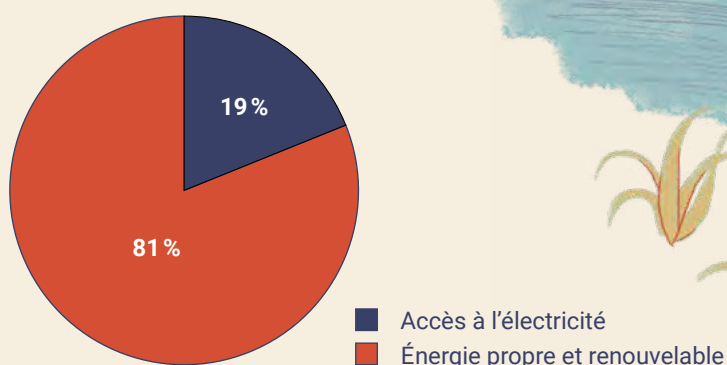
La réalisation des objectifs du développement durable dans le secteur de l'énergie nécessite un changement d'échelle, mais aussi de vision et de paradigme.

Résultats



2 351 033
personnes ont bénéficié
d'un **accès à l'électricité** ou d'un
accès amélioré

Montant alloué aux projets



Fournir de l'énergie aux communautés de la Boucle du Mouhoun



Burkina Faso ——— 2017 – 2022

Projet Énergie et Croissance Économique Durable dans la Région de la Boucle du Mouhoun (ECED-Mouhoun)



Populations de 16 localités de la Boucle du Mouhoun



Canada

Le projet ECED-Mouhoun au Burkina Faso a contribué à la croissance économique des communautés de la Boucle du Mouhoun. Depuis son lancement en 2017, le projet a étendu le réseau électrique national à 16 localités et a équipé 39 centres de santé et services sociaux de panneaux solaires, pour fournir de l'énergie aux communautés les plus éloignées.

Le projet a assisté 90 producteurs individuels et 38 groupements féminins en leur fournissant des systèmes d'irrigation, de conservation et de production fonctionnant à l'énergie solaire. Deux groupements féminins ont bénéficié d'une amélioration de leur plateforme multifonctionnelle, qui permet d'intégrer une source d'énergie solaire en complément du moteur au gasoil. Le village de Touruba dispose désormais de deux moteurs hybridés qui alimentent une décortiqueuse à céréales et un moulin à farine.

Les femmes bénéficiaires témoignent de plusieurs avantages de ce nouveau dispositif :

- ♦ **Réduction des coûts** : diminution des dépenses liées à l'achat de gasoil et d'huile de vidange, ainsi qu'une baisse des frais de réparation;
- ♦ **Amélioration de la qualité des services** : la farine produite est plus fine et ne présente plus l'odeur d'essence;
- ♦ **Diversification des activités économiques** : les femmes ont développé de nouvelles activités telles que la production et la vente de jus naturels et la recharge de téléphones portables.

Ces nouvelles sources de revenus permettent à la coopérative d'octroyer des prêts remboursables à ses membres, favorisant ainsi l'entrepreneuriat et les activités génératrices de revenus.

« La plateforme hybridée au solaire facilite vraiment notre travail et augmente nos revenus. Maintenant, il suffit d'appuyer sur un bouton et ça démarre. Avec l'autre plateforme, il fallait vraiment prendre du temps pour démarrer et surtout déployer beaucoup de force. »

Mandé Bibata
Membre de la PTFM de Toroba





Enjeux

La gouvernance constitue un vecteur essentiel de paix, de sécurité et de développement durable. L'adoption de réformes sectorielles, basées sur des approches participatives et démocratiques, et le renforcement des capacités institutionnelles, sont deux aspects fondamentaux d'un domaine essentiellement politique.

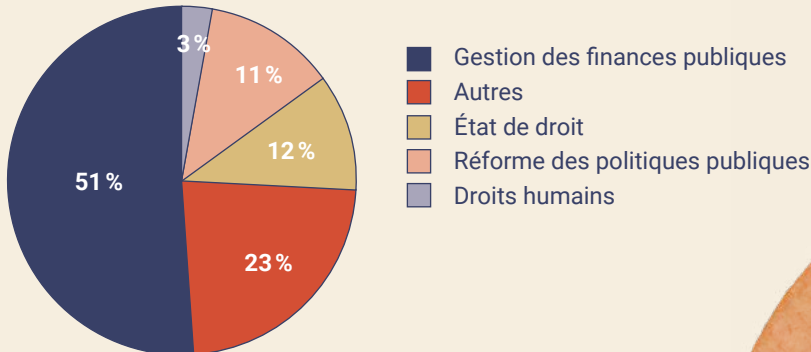
L'analyse des facteurs internes (politiques, sociaux, économiques) et externes (géopolitiques, relations internationales) indique que **la crise du Sahel est en grande partie une crise de gouvernance**. La capacité des États et de leurs collectivités territoriales à exercer leurs fonctions et fournir des services de base est au centre des enjeux : les populations sont aujourd'hui en demande de justice, de sécurité, de transparence, de redevabilité et de participation.

Résultats



2 317
organisations de
la société civile (OSC, médias,
leaders d'opinion) ont reçu un
appui des membres de l'AS.

Montant alloué aux projets



Développer des processus de gouvernance efficaces grâce aux communautés locales

La gouvernance est au cœur de la stratégie intégrée de l'Union européenne pour le Sahel, mise à jour en 2021. Les années d'engagement dans la coopération au développement sur le continent africain ont eu un impact significatif, mais il est vrai que les résultats escomptés en termes de croissance socio-économique et de stabilisation ne sont pas toujours au rendez-vous. Si le nexus sécurité-développement n'a pas complètement été réalisé, la raison est imputable aussi à une gouvernance faible et inadéquate.

Un système de gouvernance efficace est essentiel pour catalyser les grandes ressources dont dispose l'Afrique, y compris le capital humain. Pourtant, la gouvernance présente souvent de graves faiblesses qui ne garantissent pas la protection et la bonne utilisation des ressources nécessaires à la création d'un système d'aide sociale efficient et à une gestion appropriée. Ces carences ont des racines lointaines qui remontent au colonialisme. **Les modèles socio-économiques actuels sont le résultat de processus basés sur des modèles imposés, sans vision globale du développement, peu propices à la mise en place de structures de gouvernance solides.**

L'UE et ses partenaires au Sahel et en Afrique ont clairement identifié la nécessité d'améliorer la gouvernance et de réduire la corruption comme des priorités. **La gouvernance est essentielle pour renforcer l'action des États en faveur des citoyens, pour construire un contrat social solide et garantir la réalisation des aspirations individuelles, dans le cadre de l'intérêt commun.** Le modèle doit nécessairement être contextualisé, adapté aux différentes réalités locales et basé sur les besoins des partenaires africains. Les communautés locales, avec leurs besoins et leurs ressources, sont essentielles pour développer des processus de gouvernance efficaces. Ce niveau décentralisé est particulièrement utile et complémentaire aux autorités centrales. Il est également nécessaire d'agir simultanément

dans tous les secteurs. Il s'agit, en somme, d'une intervention intégrée et cohérente à large spectre, qui n'exclut pas le secteur de la sécurité et de la défense, car l'ambition est d'identifier les causes profondes des problèmes socio-économiques et de sécurité, y compris la criminalité et l'extrémisme violent. À plus court terme, cela implique également une organisation plus incisive des forces de défense et de sécurité, dans une logique de contrôle du territoire, pour assurer la protection de la population.

Les expériences locales constituent une ressource précieuse. On peut beaucoup apprendre des formes traditionnelles d'organisation sociale, de gestion des ressources, et de la connaissance des territoires et des modes de vie. L'exercice traditionnel de la justice à l'échelon des communautés locales, ou le partage et la gestion des ressources, peut conduire à la définition de modèles socio-économiques respectueux des identités. L'inclusivité reste centrale : les femmes et les jeunes, la société civile et les autres acteurs sociaux doivent pouvoir jouer leur rôle, participer au processus de décision et de gestion.

Dans la stratégie intégrée de l'UE pour le Sahel, le sursaut civil occupe une place centrale. Pour l'UE, cela va dans le sens du principe directeur de toutes ses politiques de partenariat, à savoir l'appropriation par les pays africains, principe également partagé avec l'Union africaine. Cette approche repose sur l'idée que les processus sont définis localement avec les partenaires internationaux qui les soutiennent et les accompagnent, pour leur bénéfice mutuel dans le futur. Dans ce cadre, la gouvernance apparaît comme l'objectif principal pour atteindre la stabilité et assurer la prospérité des pays du Sahel. Par conséquent, **des plans d'action concertés et agréés entre les partenaires – UE et pays africains en particulier – sont nécessaires pour une coordination efficace et cohérente, capable de répondre aux besoins et de combler les lacunes. C'est pourquoi le travail de coordination et d'alignement de l'Alliance Sahel est fondamental.**

Emanuela C. Del Re
Représentante spéciale
de l'UE pour le Sahel



Des chartes locales pour prévenir les conflits au Niger et au Burkina Faso



Niger, Burkina Faso — 2019 – 2024

USAID Terres Eau Vie



Agriculteurs et éleveurs



États-Unis

Depuis des siècles, les agriculteurs et les éleveurs du Sahel se disputent les ressources naturelles. Cette concurrence s'est intensifiée en raison de plusieurs facteurs : explosion démographique, inégalités sociales, changements climatiques, diminution des ressources naturelles et mauvaises pratiques agricoles.

Face à cette crise croissante, le projet Terres Eau Vie de USAID soutient les gouvernements et les communautés du Niger et du Burkina Faso pour gérer l'utilisation des ressources naturelles et réduire les conflits. L'initiative vise à réunir les parties prenantes pour identifier les problèmes communs, établir des règles et mettre en place des plans de gestion. Ce processus est formalisé sous forme de conventions ou chartes locales, conçues dans le respect des coutumes locales et des réglementations nationales.



« Grâce à la convention locale, une interdiction d'abattre les arbres a été mise en place. La zone est maintenant fortement reboisée et verdoyante. »

*Wazirou Abdou Gago
Président d'un comité de pâturage au Niger*

Résultats

- Plus de 40 accords ont été signés, couvrant 690 000 hectares. Ces accords ont permis de réduire de moitié les conflits dans certaines régions.
- En 2021, avec le soutien de USAID, le gouvernement nigérien a intégré cette méthodologie dans le guide national pour l'élaboration des plans de développement communaux.

Prévenir et gérer les conflits autour des ressources naturelles



Mali, Niger — 2021 – 2023

Le programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS)



Communautés partageant les ressources naturelles (communautés rurales)



Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) - UK

Lancé en 2021 au Mali et mis en oeuvre par Mercy Corps, le programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS) a pour objectifs de traiter les conflits fonciers, gérer les ressources naturelles et améliorer l'accès à la justice pour plus de 27 000 personnes marginalisées. Depuis 2023, le programme a étendu ses activités au Niger. Afin de prévenir les conflits, JASS travaille sur les causes structurelles sous-jacentes de l'instabilité et favorise l'apprentissage et les bonnes pratiques pour renforcer la résilience des communautés face aux chocs climatiques.

« Avant, les femmes n'étaient pas consultées sur les questions de gestion des terres mais aujourd'hui, en tant que représentante des femmes au sein de la commission foncière du village, je constate que nos voix commencent enfin à être prises en compte. »

*Femme membre d'une commission foncière
Commune de Banamba*

« Nous sommes très touchés par le soutien de JASS aux agro-éleveurs et éleveurs, qui a restauré les pâturages arides de notre région. Dans notre champ, l'herbe était de mauvaise qualité depuis des années et ne convenait plus aux besoins alimentaires de notre bétail. Maintenant nos animaux n'ont plus besoin d'aller chercher du foin dans les fermes, ce qui évite des tensions inutiles. »

*Bakary Koné
Éleveur du village de Toula
dans la commune
de N'Tossoini*

Résultats

Renforcement des mécanismes de résolution de conflits :

- Création ou soutien de **200 commissions foncières villageoises** (COFOs), avec un taux de résolution de 84 %¹ des conflits fonciers signalés.
- **Formation de 12 comités de résolution des conflits** (CRC), ayant résolu **83 %²** des incidents conflictuels signalés.

Promotion d'une gouvernance inclusive :

- Organisation de **24 dialogues sur les normes sociales et la gouvernance inclusive** avec les chefs de communautés, touchant près de **8 000 personnes, dont 3 295 femmes**.

Réduction de la pression sur les ressources naturelles :

- **Formation de 1 000 agriculteurs³** - issus de communautés en proie à des conflits entre agriculteurs et éleveurs - à une agriculture résiliente au climat.

Influence sur les acteurs de la gouvernance foncière :

- **Adoption d'approches plus efficaces** pour une gouvernance foncière inclusive par les organismes gouvernementaux, les groupes de la société civile et les ONG.

¹ 118 conflits fonciers sur 140 conflits signalés ont été résolus.

² 111 conflits, y compris entre éleveurs et agriculteurs, ont été résolus par les CRC.

³ 704 femmes, 296 hommes.



Enjeux

Malgré la multiplication des efforts et des initiatives visant à rendre les sociétés et les économies plus inclusives en matière de genre, le Sahel continue de présenter **des indicateurs de genre parmi les plus faibles au monde** dans de nombreux domaines tels que l'éducation, la santé, l'économie, l'accès au foncier et à la justice, ainsi que des taux élevés de violences basées sur le genre (VBG).

Le taux d'alphabétisation des femmes dans la région est de 32,5%, limitant leur accès à l'emploi formel et accentuant les disparités de revenu entre hommes et femmes. Bien que la plupart des femmes sahéniennes soient actives dans l'agriculture familiale, en tant que principales productrices et transformatrices de denrées alimentaires, elles manquent d'accès à la terre et aux intrants, et par conséquent, ne sont souvent ni rémunérées ni reconnues.

Les données les plus alarmantes concernent **les violences subies par les femmes**. En 2021, les statistiques montrent une augmentation des agressions sexuelles, passant de 15 % en 2020 à 34 % en 2021.

« Le taux d'alphabétisation des femmes dans la région est de 32,5%, limitant leur accès à l'emploi formel et accentuant les disparités de revenu entre hommes et femmes. »

Les droits des femmes et jeunes filles nécessitent d'être réaffirmés et mis au cœur de l'action humanitaire et de développement, afin de prévenir et répondre aux VBG. Il est nécessaire d'impliquer les groupes communautaires, les acteurs gouvernementaux et les bailleurs dans la valorisation du

rôle des femmes et des filles afin de faciliter leur accès aux services, ressources et moyens de subsistance.

Résultats

Le cadre de résultats AS ne contient pas d'indicateur projet spécifique « genre ». Toutefois, le suivi des objectifs genre a été pris en compte dans la base de données de portefeuille de l'Alliance Sahel dès 2019.

Les données montrent que 50 % des projets éligibles ont le genre en tant qu'objectif significatif et 12 % ont le genre comme objectif principal. Il s'agit en majorité de projets classés « santé » ou « éducation ».



L'égalité des genres, essentielle pour la stabilité et le développement durable

Partout au Sahel, les femmes jouent un rôle central. Lorsqu'elles sont libres de participer pleinement à l'ensemble des sphères socioéconomiques, elles deviennent des actrices du changement. **Elles contribuent à l'amélioration des conditions de vie pour leurs familles, leurs communautés et leurs pays, et sont des catalyseurs de cohésion sociale, de résilience économique et d'adaptation au changement climatique.**

L'égalité des genres exerce un effet multiplicateur sur l'atteinte des objectifs de développement durable et les retombées économiques d'une telle approche ne sont plus à démontrer.

Au Sahel, l'accès à l'entrepreneuriat permet aux femmes d'innover dans tous les secteurs, que ce soit celui de l'artisanat ou du textile au Burkina Faso, de la transformation agricole au Mali, des cosmétiques au Niger ou encore de l'élevage au Tchad. Ce dynamisme stimule la croissance économique et contribue à la stabilité sociale.

Au cours des dernières années, malgré les efforts déployés et l'engagement des partenaires et des pays du Sahel, les inégalités de genres persistent et sont des obstacles au développement et au bien-être des femmes, des adolescentes et des filles. Ces dernières continuent d'être confrontées à des contraintes majeures en matière d'accès à l'information, à l'éducation, à la santé, à la protection ou encore à la justice. Leur lourde charge domestique et les barrières institutionnelles les cantonnent souvent au marché de l'emploi informel et elles accèdent difficilement à la propriété et aux ressources productives. En dépit des progrès réalisés, leur participation à la vie politique et institutionnelle demeure, elle aussi, marginale.

À ces obstacles s'ajoutent désormais les effets de crises multidimensionnelles et de nombreux défis sécuritaires, humanitaires et environnementaux qui tendent à les affecter disproportionnellement et contribuent à creuser les inégalités de genres, notamment leur exposition aux violences basées sur le genre. Cependant, **les périodes de crises constituent aussi une opportunité qui place les femmes au cœur de la résilience familiale et qui, lorsqu'elles sont soutenues et outillées, font d'elles des agentes au service de la paix et du développement durable et des tisseuses de lien social.**

C'est pourquoi la Banque africaine de développement et le Canada agissent en synergie pour assurer l'avancée de l'agenda « genre » au Sahel, notamment à travers l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement (AFAWA¹) qui vise à combler le fossé entre les hommes et les femmes en matière d'accès au financement et à libérer la capacité entrepreneuriale des femmes africaines. Cette initiative permet, entre autres, de contribuer au financement du Projet de promotion des liens d'affaires pour les petites et moyennes entreprises dans les pays du Sahel, qui soutiendra près de 1400 entreprises dirigées par des femmes.

Des champs d'investissement futurs existent pour faire progresser l'égalité des genres au Sahel. En soutenant les initiatives vertes portées par les femmes et la création de fonds verts dédiés à ces dernières, nous pouvons contribuer au renforcement de la résilience des femmes face au changement climatique. De même, les investissements dans le domaine de l'agro-transformation ont le pouvoir d'accroître la résilience alimentaire des ménages et communautés, contribuant à la souveraineté alimentaire. **Investir dans le renforcement des compétences des femmes et de leur accès à l'emploi décent constitue une approche stratégique pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans la région.**

L'inclusion des hommes dans les initiatives de sensibilisation et de formation s'attaquant aux stéréotypes et idées préconçues est essentielle car ils font partie intégrante de la solution. Enfin, les investissements en soutien à la gouvernance inclusive et la mise en œuvre des engagements internationaux, tels que la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et le Protocole de Maputo, sont fondamentaux pour le développement de la région.

À cet effet, la Banque africaine de développement et le gouvernement du Canada invitent les membres de l'Alliance Sahel à s'engager activement aux côtés des pays du Sahel afin de s'attaquer ensemble aux causes profondes de la fragilité et d'ouvrir la voie à un développement durable et inclusif.

Malado Kaba

*Directrice du département Genre, femme et société civile
Banque africaine de développement*



Marie-Claude Harvey

*Directrice des programmes de développement
du Mali, Côte d'Ivoire, Tchad, Niger et Sahel
Affaires Mondiales Canada*



¹ Affirmative Finance Action for Women in Africa.

Renforcer l'éducation des filles au Burkina Faso



Burkina Faso — 2020 – 2024

Les Filles Accèdent à une Scolarisation Sûre et à Temps (FASST)



Filles et adolescentes âgées de 6 à 16 ans



Canada

Au Burkina Faso, les enfants et adolescents, en particulier les filles âgées de 6 à 16 ans, rencontrent de nombreux obstacles entravant leur droit à l'éducation, notamment dans les zones touchées par l'insécurité (régions du Nord, du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est).

Le projet FASST a permis d'impulser des changements en faveur de l'égalité de genre et de la scolarisation des filles au

niveau communautaire. Les actions menées ont contribué à améliorer les perceptions et les comportements de tous les enfants en général, et des filles en particulier.

Le projet est mis en oeuvre par Plan International en partenariat avec la Fondation Strømme et en collaboration avec le MENAPLN.

« Certaines filles abandonnent l'école parce que leurs parents ne les soutiennent pas suffisamment et ne croient pas en leur potentiel. Ils pensent que les jeunes filles doivent rester à la maison, apprendre les tâches ménagères et se marier. J'aimerais inviter les parents à permettre aux filles de continuer leur éducation, à refuser les mariages précoces qui leur causent tant de problèmes. J'espère que le projet FASST pourra continuer à nous accompagner l'année scolaire prochaine et donner son soutien à de nombreuses jeunes filles. »

Latifa, 14 ans

Bénéficiaire du projet FASST

Résultats

- **Augmentation du nombre d'inscrits de plus de 20 %** : le nombre d'élèves inscrits dans les écoles et les centres d'apprentissage accéléré est passé de 72 991 (dont 36 465 filles) à **89 956 (dont 44 700 filles)**.
- **Renforcement des capacités des filles** : des activités auprès de **405 marraines** ont permis à **2 214 filles de développer leurs capacités à faire entendre leur voix**, à choisir et à prendre des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive.

Au 31 mars 2023





Enjeux

La plupart des scénarios climatiques indiquent que les températures au Sahel augmenteront d'au moins 2°C à court terme (2021-2040)¹, soit un rythme 1,5 fois supérieur à la moyenne mondiale. Or cette région est particulièrement vulnérable à la dégradation des sols et à la désertification. Le changement climatique devrait entraîner des répercussions économiques significatives pour les pays du Sahel : des pertes du PIB, une baisse des rendements agricoles, une diminution de la productivité du travail, ainsi que des dommages aux infrastructures causés par les inondations. Bien que les énergies renouvelables représentent une opportunité, leur maintenance technique demeure un défi et l'augmentation de la capacité installée prévue reste inférieure à la croissance de la consommation projetée.

Dans la zone sud du Sahel, la résilience climatique est étroitement liée au maintien du couvert végétal. La compétition croissante pour les terres entre agriculteurs et éleveurs risque d'être exacerbée par les effets du changement climatique et la pression démographique, aggravant les conflits. Les personnes les plus touchées seront les populations pauvres et les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les minorités ethniques, les groupes nomades, les personnes déplacées et les personnes à mobilité réduite.

« La combinaison de mesures d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique peut contribuer à la résilience et à la durabilité d'actions entreprises dans tous les secteurs économiques. »

La combinaison de mesures d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique peut contribuer à la résilience et à la durabilité d'actions entreprises dans tous les secteurs économiques.

Résultats

En l'absence d'indicateurs de résultats projets spécifiques, une analyse des marqueurs de Rio au niveau de l'ensemble du portefeuille des projets de l'AS permet une vision globale de son intégration comme dimension transversale.

Près de **30 % des projets** éligibles ont un **objectif significatif** ou principal pour au moins un des 4 marqueurs **Climat**.

Les financements concernent principalement des projets soutenant l'adaptation (en grande partie pour des projets du secteur agriculture) et l'atténuation (pour des projets du secteur énergie).



¹ Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Vers une agriculture résiliente au changement climatique

Le changement climatique constitue un facteur important pour l'avenir du Sahel. Les chocs climatiques et les phénomènes extrêmes, comme les sécheresses et les fortes pluies, pourraient se multiplier et s'aggraver. Ces évolutions sont aussi associées à d'autres enjeux : croissance démographique accélérée, basse productivité économique et absence de diversification de la production, conflits et crises politiques, tensions intercommunautaires et extrémisme violent. Cette dynamique est source d'appauvrissement des ménages, essentiellement paysans, et provoque des déplacements de population, l'exode de nombreux jeunes et des luttes pour l'exploitation des terres et des ressources naturelles.

Développer une agriculture durable, résistante au climat et susceptible de réduire la pauvreté et la malnutrition est une priorité pour l'Alliance Sahel. Plus précisément, le domaine de l'agriculture représente 23% du portefeuille total de l'Alliance, correspondant à 6,054 milliards € sur un total de 26,4 milliards, dont la plus grande partie est allouée à des programmes régionaux, principalement au Niger, au Burkina Faso et au Mali. En outre, les interventions de l'Alliance Sahel en matière d'adaptation au changement climatique s'élèvent à 755 millions € dont la majorité a également été affectée à des interventions régionales et actions au Burkina Faso et au Niger.

L'Espagne, en tant que membre de l'Alliance Sahel, soutient également l'importance de la modernisation de l'agriculture et du développement productif ainsi que la prévention et la mitigation des effets du changement climatique. L'AECID a consolidé son expertise sectorielle et géographique par la mise en œuvre de diverses interventions, dont

plusieurs cofinancées avec des fonds de l'UE. C'est le cas de l'initiative « DeSIRA », qui promeut l'innovation par la recherche agricole au Niger (5M €), et également du projet dénommé « Convention des Maires » qui, lui, vise à soutenir la planification durable pour la promotion de l'efficacité énergétique en vue d'atténuer le changement climatique (entre autres pays, en Mauritanie avec 1,9M €). L'innovation pour des systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains est importante et c'est pourquoi le projet « PRISMA » a été mis en place pour favoriser celle-ci en Afrique de l'Ouest, en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Enfin, le projet d'appui au réseau des Réserves Alimentaires en Afrique de l'Ouest (la plus grande partie au Sahel) a eu pour but de mettre en œuvre la stratégie régionale de stockage d'urgence pour répondre aux crises alimentaires et nutritionnelles.

« Développer une agriculture durable, résistante au climat et susceptible de réduire la pauvreté et la malnutrition est une priorité pour l'Alliance Sahel. »

Reconnaissant son importance en tant que question transversale, l'Espagne, au cours de sa présidence de l'Assemblée Générale de l'Alliance Sahel (2020-2023), a choisi de mettre l'accent sur l'impact du changement climatique sur le développement économique et social, parmi d'autres questions prioritaires pour la région. Enfin, l'AECID applaudit la création en 2019 du groupe de travail sur le climat de l'Alliance Sahel avec l'objectif de promouvoir l'intégration du changement climatique dans les interventions sectorielles de l'Alliance. Ce groupe constitue déjà une plateforme de partage des connaissances et, en même temps, de capitalisation des nouvelles opportunités de croissance verte et de résilience renforcée. Autant d'atouts pour contribuer à un avenir durable.

Antón Leis García

Directeur de l'Agence Espagnole de la Coopération Internationale pour le Développement (AECID)



Des technologies agricoles intelligentes en milieu rural



Mali, Niger ———— 2019 – 2023

Climate Smart Agriculture
Technologies (CSAT)



Ménages ruraux,
jeunes et femmes



Norvège

Les technologies agricoles intelligentes face au climat sont devenues incontournables pour améliorer les moyens de subsistance et assurer la sécurité alimentaire. Ces technologies permettent l'intensification durable de la production agricole et l'accroissement de la résilience des producteurs face aux changements climatiques, mais aussi la création d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes.

Le projet est mis en œuvre par l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA).

« Nous avons reçu des formations sur plusieurs techniques agricoles innovantes, telles que la microdose, la densité de semis, le démariage... Dans le champ d'un demi hectare où auparavant nous récoltions 125 kg avec la variété locale, maintenant nous produisons jusqu'à 600 kg avec la variété améliorée, soit un rendement de 1 200kg/ha. »

Halilou

Producteur

Magaria/Zinder, Niger



« Le projet nous a appris les bonnes pratiques agricoles : comment utiliser intelligemment les engrais, comment bien récolter... Nous pouvons désormais bien nourrir nos familles mais aussi vendre le reste de nos productions pour gagner de l'argent. »

Tahirou Diamouténé

Kaboila/Sikasso, Mali

« Grâce au projet CSAT et à ses plateformes, nous avons été formés dans la production et la transformation des produits notamment à base de soja comme l'awara, mais aussi le soubala, le lait, des biscuits et bien d'autres produits ; cela nous permet aujourd'hui de générer de l'argent. »

Rahamou Mamane

Bengou/Dosso, Niger



Résultats

→ Le projet Climate Smart Agriculture Technologies (CSAT) aide plus de **40 000 ménages ruraux** au Niger et au Mali.



Enjeux

Malgré l'instabilité, il existe, dans les pays du Sahel, une perspective de croissance macroéconomique solide et soutenue. Cependant, l'économie reste peu diversifiée, très dépendante de l'agriculture et de l'industrie extractive avec un secteur privé composé principalement de micro, petites et moyennes entreprises (MPMEs). Le secteur informel prédomine et le climat des affaires dans la région est frileux. Le secteur bancaire reste inaccessible pour la majorité de la population¹ et le nombre d'entreprises disposant d'un prêt bancaire ou d'une ligne de crédit reste très bas (Mali 26 %, Mauritanie 33 % et Niger 28 %).

Enfin, les défis en matière de sécurité ont un impact fiscal considérable, qui se traduit dans les budgets nationaux par une baisse des recettes et une augmentation des dépenses militaires et de sécurité, au détriment des secteurs sociaux.

« Malgré l'instabilité, il existe, dans les pays du Sahel, une perspective de croissance macroéconomique solide et soutenue. »

Face à un tel contexte, une attention particulière doit être accordée au secteur privé. Le Sahel, avec sa

population jeune et entreprenante, dispose d'un potentiel d'opportunités considérable, à condition de renforcer la compétitivité des acteurs économiques et de soutenir l'investissement privé.

¹ Le taux de bancarisation élargi (TBE) reste très faible (Burkina 41,3%, Mali 36,7%, Niger 14,7%).

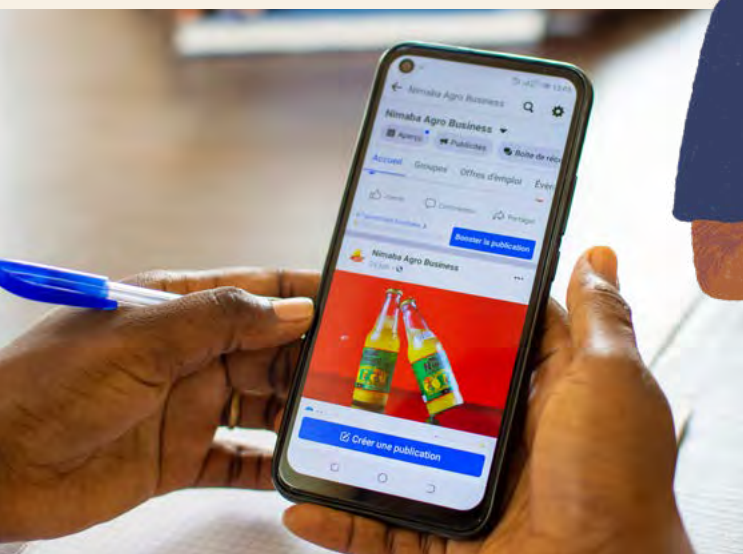
Résultats



166 944
petites et moyennes
entreprises ont été créées
ou soutenues



269 647
emplois ont
été créés



Soutenir l'entrepreneuriat au service des jeunes et des femmes

Le Sahel est autant une terre de défis que d'opportunités. La combinaison dévastatrice du changement climatique, de la migration de masse, des trafics et de la montée de l'extrémisme violent a entraîné des crises humanitaires récurrentes et une insécurité alimentaire massive.

Cependant, cette vaste région africaine est dotée d'un grand potentiel en ressources humaines. Le Sahel est en effet l'une des régions les plus jeunes au monde : presque 65% de la population totale a moins de 25 ans. Les jeunes Sahéliens représentent une priorité de la coopération au développement, qui a pour objectif de les rendre protagonistes de la vie politique, économique et sociale de leurs communautés. La résilience et le développement du Sahel viendront des populations qui l'habitent, et plus spécifiquement de la jeunesse, moteur d'amélioration et de changement.

L'éducation à tous niveaux, et particulièrement l'éducation supérieure, la formation professionnelle, le transfert des connaissances et des technologies, sont les outils nécessaires pour accompagner les jeunes Sahéliens vers l'emploi et stimuler leur dynamisme. Le défi consiste à conjuguer les besoins des réalités socio-économiques locales avec l'exigence de modernisation et d'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée, afin de parvenir à un niveau élevé de productivité économique. Lorsque toutes ces conditions seront réunies et ces objectifs atteints, les jeunes Sahéliens pourront donc bénéficier d'opportunités d'emploi plus nombreuses, et d'une vie meilleure.

Autre atout inestimable au Sahel, **les femmes contribuent avec force à relever les défis de la région et ont un rôle déterminant à jouer pour mettre le Sahel sur la voie de la stabilité et du développement.** Le potentiel qu'elles ont à offrir en tant qu'agents essentiels de changement pour la consolidation de la paix et la transformation économique constitue une ressource énorme pour accélérer les progrès dans la région sahélienne.

Les femmes entrepreneures au Sahel opèrent principalement dans le secteur informel et s'engagent dans des activités à faible revenu. Même lorsqu'elles sont très instruites, la pression sociale liée aux responsabilités familiales et les pratiques discriminatoires sur le marché du travail limitent leur indépendance et leurs aspirations légitimes. **Jouer un rôle clé dans le Sahel signifie répondre aux défis du développement de l'entrepreneuriat féminin.** Il faut par conséquent corriger les déséquilibres liés au genre dans le secteur privé, favoriser l'inclusion des femmes, renforcer leur résilience et garantir aux entrepreneures l'accès aux financements.

« La résilience et le développement du Sahel viendront des populations qui l'habitent, et plus spécifiquement de la jeunesse, moteur d'amélioration et de changement. »

En général, **le soutien aux petites et moyennes entreprises apparaît de plus en plus comme une voie stratégique pour favoriser la croissance économique, avec un impact majeur sur le développement.** La création d'emplois inclusifs, en particulier dans des contextes fragiles, sera

essentielle pour favoriser un développement économique et humain plus large, en impliquant aussi les régions les plus périphériques.

Pour une action efficace au Sahel, nous devons travailler pour réunir les meilleures énergies de tous les acteurs de la coopération au développement durable. **Le secteur privé et la société civile peuvent en effet apporter aux entreprises locales des pratiques innovantes et de l'expertise.** Dans ce cadre, les associations de la diaspora peuvent favoriser ce processus de développement.

La formation, la création d'emplois pour les jeunes, l'encouragement de l'esprit d'entreprise et un environnement propice à l'entrepreneuriat féminin peuvent donc assurer une croissance durable pour la région. Le chemin vers la paix et la prospérité reste long mais c'est avec cette vision et ce modèle de développement durable et inclusif que le Sahel y parviendra.

Stefano Gatti

Directeur Général

*Ministère italien des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale*



Investir dans le potentiel des jeunes entrepreneurs maliens



Mali ————— 2019 – 2024

Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ)



Les jeunes en création et/ou en phase de développement d'entreprises



Le Danemark et les Pays-Bas

Le Fonds d'appui à la création d'entreprise par les jeunes (FACEJ) a pour mission de soutenir les jeunes Maliens sortant d'une formation technique, professionnelle ou supérieure, dans le lancement de leur entreprise. Le fonds appuie également les jeunes entrepreneurs déjà en activité et présentant un fort potentiel de croissance

L'un des objectifs majeurs du FACEJ est d'accompagner au moins 40% de jeunes femmes entrepreneures dans la création ou le développement de leur entreprise.

Le fonds est mis en œuvre par PLAN-BØRNE fonden et Swisscontact.



« Avec l'appui du FACEJ, j'ai fait l'acquisition des premières machines dont nous avons besoin pour la transformation de fruits. Sans cet investissement, notre projet ne serait pas là aujourd'hui. Les consommateurs commencent à s'intéresser au made in Mali. Nous sommes trois à travailler et nous produisons suffisamment de jus de pomme-cajou pour satisfaire la clientèle. Ce n'est pas pour me vanter, mais comparé à celui des autres entreprises, notre jus est le meilleur, il n'y a aucun doute là-dessus... »

*Gabdo Gindo,
Promotrice et directrice de Nimaba
Agro-Business à Sikasso.*



■ [Systèmes anti-vol made in Mali](#)

Portrait de la jeune entreprise malienne SMART CARD, active dans le secteur de la sécurité et ayant reçu un soutien du FACEJ.

Résultats

→ Plus de **1 900 entreprises** ont bénéficié du soutien du FACEJ dans les régions de Sikasso, Bamako, Tombouctou, Ségou, Mopti et Kita.

Conclusions et perspectives

L'Alliance Sahel a atteint l'un de ses objectifs premiers : maintenir l'attention sur le Sahel malgré un contexte international exigeant. Elle a réussi à créer un espace dynamique de dialogue, d'échanges, d'analyses et d'expertise, facilitant une meilleure compréhension partagée des enjeux et défis auxquels la région doit faire face.

Conformément aux engagements de redevabilité pris au lancement de l'Alliance, ce rapport présente les réalisations qui ont pu être mesurées ces cinq dernières années et permet de tirer plusieurs enseignements. Il met en évidence, tout d'abord, un engagement accru des membres de l'Alliance dans un environnement difficile et en constante évolution, qui reste aligné sur les priorités de développement des pays sahéliens. Malgré un nombre encore trop réduit de données collectées, il démontre néanmoins des résultats tangibles, notamment en matière de renforcement des systèmes agricoles et alimentaires ou d'accès aux services de base, en particulier à l'eau potable et à l'assainissement. Ces indicateurs reflètent également les efforts continus des membres de l'Alliance pour s'adapter aux réalités du terrain et promouvoir des approches multisectorielles et multi-acteurs ancrées dans les territoires, notamment les plus fragiles. La palette d'outils disponibles pour atteindre les objectifs de l'Alliance s'est également étoffée sur la période avec, par exemple, la création de la Facilité Sahel ou de la Plateforme d'analyse, de suivi et d'apprentissage au Sahel (PASAS). Au-delà des chiffres, les nombreux témoignages recueillis illustrent concrètement l'impact de cette action mieux coordonnée sur la vie des populations sahéliennes.

Au regard de la situation sécuritaire et humanitaire, et des défis qui impactent directement la vie des populations et entravent les trajectoires de développement économique et social des pays du Sahel, ce bilan montre aussi certaines limites. Certains secteurs jugés prioritaires, comme l'éducation, restent insuffisamment soutenus. Le temps de concertation nécessaire pour construire une approche territoriale intégrée visant à développer l'accès aux services de base dans les zones les plus fragiles a, dans certains cas, été percuté par l'aggravation rapide de l'insécurité. Enfin, les dynamiques régionales actuelles questionnent les cadres de partenariat et de redevabilité conjoints existants et nous invitent à les repenser.

Ce constat ouvre vers de nouvelles perspectives. L'année 2022 fut, à bien des égards, charnière, consacrant l'urgence d'une situation qui n'a eu de cesse de se détériorer. Elle fut le moment d'une réflexion approfondie au sein de l'Alliance et de consultation avec ses partenaires pour questionner son champ d'action, son fonctionnement, ses résultats et rechercher les voies et moyens d'accroître sa capacité à forger des réponses efficaces et à fort impact.

Cela a permis à l'Alliance de se recentrer sur un champ de priorités stratégiques plus réduit, concentrant l'action sur les perspectives de la jeunesse sahélienne, la résilience aux chocs de toute nature et la capacité des territoires à porter leurs propres trajectoires de développement. La traduction opérationnelle de ces priorités a été au cœur de nos efforts de coordination ces derniers mois, notamment par l'identification d'initiatives conjointes de l'Alliance Sahel, visant à apporter des réponses à la hauteur des enjeux régionaux et nationaux, et tirant les leçons des expériences passées. Nos efforts se poursuivent activement pour exploiter au mieux, voire créer de nouveaux outils financiers qui seront les vecteurs de cette ambition rehaussée.

Les raisons qui ont motivé à la création de l'Alliance Sahel en 2017 sont encore plus pertinentes, aujourd'hui, face à la complexité des enjeux et aux besoins croissants des populations. Plus que jamais, l'Alliance doit faire preuve d'une efficacité accrue dans l'accompagnement des activités portées par ses membres. Ce rapport nous invite à porter un regard lucide et objectif sur les résultats atteints au cours des cinq premières années de son existence et sur notre capacité à contribuer collectivement à réduire les facteurs de fragilité dans la région pour poser les fondations d'un développement durable, équitable et juste.

Emmanuel Debroise
Chef de l'unité de Coordination
de l'Alliance Sahel



Crédits Photos :

Pages 5, 6, 9, 10, 12, 13, 16, 17, 21, 25, 28, 29, 31, 33,
34, 37, 41, 47, 49, 50: © Alliance Sahel / Aude Rossignol

Page 20: © AFD / Eric Thauvin

Page 23: © AECID / Miguel Lizana

Page 24: © USAID / CARE / Leonora Baumann

Page 27 : © Banque mondiale

Page 30: © UNICEF et SAVE THE CHILDREN

Page 32: © AFD

Page 36: Photo 1 © Jade Production,
Photo 2 © Alliance Sahel/Aude Rossignol

Page 39: © USAID / Winrock / Leonora Baumann

Page 40 : © Projet JASS

Page 43: © Plan International Canada

Page 46: © Fatoumata Dolo

Illustration et mise en page :
Switch asbl (switch-asbl.org)

©Alliance Sahel 2024

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Allemagne,
l'Union européenne, l'Italie, le Canada, l'Espagne, le Luxembourg
et la Banque Ouest Africaine de Développement.



Principaux résultats des indicateurs projets de l'Alliance Sahel à 5 ans

Éducation, emploi et jeunesse



1 510 351
personnes ont bénéficié de
formations professionnelles
et/ou d'initiatives de
développement des
compétences



Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire



1 236 558
hectares de terres
ont bénéficié de techniques
de **gestion durable**



3 435 722
producteurs ou éleveurs ont
eu accès à des services de
conseil pour la **durabilité**
et la **résilience** de leurs
activités



22 506 694
personnes ont reçu une
assistance alimentaire et/
ou un soutien aux moyens
de subsistance

Décentralisation et services de base



1 564 704
personnes ont bénéficié
de **filets sociaux**



901 422
femmes en âge de
procréer ont utilisé une
méthode de **planification
familiale**



5 409 956
enfants ont été
vaccinés



8 009 547
personnes ont bénéficié d'un
accès amélioré à des services
d'approvisionnement
en **eau potable**



3 221 009
personnes ont bénéficié
d'un accès amélioré à des
services d'**assainissement**



3 330
infrastructures médicales
(hôpitaux, maisons de soins,
centres médicaux etc.)
ont bénéficié du soutien des
membres de l'AS

Énergie



2 351 033
personnes ont bénéficié
d'un **accès à l'électricité** ou d'un
accès amélioré

Gouvernance



2 317
**organisations de
la société civile** (OSC, médias,
leaders d'opinion) ont reçu un
appui des membres de l'AS

Secteur privé



166 944
**petites et moyennes
entreprises** ont été créées
ou soutenues



269 647
emplois ont
été créés

